



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 26 AVRIL 2017
GEMEENTERAAD VAN 26 APRIL 2017

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Michel Eylenbosch, *Président du Conseil/Voorzitter van de Raad* ;
Françoise Schepmans, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Christian Magérus, Jamal Ikazban, Abdellah Achaoui, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Gerardine Bastin, Danielle Evraud, Mohamed El Abboudi, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Georges Van Leeckwyck, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhoulfi, Khadija Tamditi, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Lazare Mbulu Azanga, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Gilbert Hildgen, *Secrétaire adjoint/Adjunct-secretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Patricia Vande Maele, *Échevin(e)/Schepen* ;
Houria Ouberri, Mohammadi Chahid, Badia El Belghiti, Pierre Vermeulen, Khadija El Hajjaji, Olivia P'Tito, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Jacques De Winne, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Ouverture de la séance à 19:00
Opening van de zitting om 19:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

26.04.2017/A/0001 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative à la sécurité routière
chaussée de Merchtem.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation citoyenne (texte joint en annexe).

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Burgerinterpellatie betreffende de verkeersveiligheid op
de Merchtemsesteenweg.

De Raad neemt kennis.

26.04.2017/A/0002 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Approbation de l'ordre du jour de l'Assemblée
générale de l'ASBL Institut Decroly.

LE CONSEIL,

Vu l'article 120 de la Nouvelle loi communale ;
Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la Tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, modifié par celui du 18 novembre 1999 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la Tutelle administrative ;
Vu la circulaire du 24 août 1998 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu sa délibération du 16/12/1993 par laquelle la commune de Molenbeek-Saint-Jean s'est engagée, solidairement avec les communes de Forest et Saint Gilles, à assurer la reprise de l'Institut Decroly à dater du 1^{er} février 1994 ;
Vu sa délibération du 16/12/1993 par laquelle la commune de Molenbeek-Saint-Jean procède à la constitution d'une asbl « Institut Decroly » ;
Vu sa délibération de ce jour relative à la désignation des représentants de la Commune au sein de l'Assemblée générale de l'ASBL Institut Decroly ;
Vu sa délibération de ce jour confirmant sa délibération du 28/09/2016 relative à la proposition de candidatures au poste d'administrateur au sein du Conseil d'administration de l'ASBL Institut Decroly ;
Considérant qu'il représente la Commune de Molenbeek-Saint-Jean en tant que membre fondateur de l'ASBL Institut Decroly ;
Considérant par conséquent qu'il peut agir en tant que membre de l'Assemblée générale de l'ASBL Institut Decroly ;

DECIDE :

Article unique :

De statuer sur l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ASBL Institut Decroly suivant :

1. Acter que Monsieur GUILLAUME n'est pas un membre adhérent
2. Acter la démission des administrateurs, soit les personnes suivantes :
 - Madame Julie LECHAT
 - Monsieur Thierry UYLENBROECK
 - Monsieur Alain HUTCHINSON
 - Madame Marie-Laurence VAN ZUTPHEN
 - Madame Lucie DEJONCKHEERE
 - Madame Françoise PÈRE
 - Madame Mariam EL HAMIDINE
 - Madame Danielle DE WAELE
 - Madame Gérardine (Dina) BASTIN
 - Madame Patricia VANDE MAELE

Ces démissions prennent effet le jour où l'Assemblée générale de l'ASBL Decroly désignera les nouveaux administrateurs.

3. Accepter la modification des statuts.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Franstalig basisonderwijs - Goedkeuring van de agenda van de Gemeente in de

algemene vergadering van de VZGW « Institut Decroly ».

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

26.04.2017/A/0003 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Désignation des représentants de la Commune au sein
de l'Assemblée générale de l'ASBL Institut Decroly.

LE CONSEIL,

Vu l'article 120 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la Tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, modifié par celui du 18 novembre 1999 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la Tutelle administrative ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu sa délibération du 16/12/1993 par laquelle la commune de Molenbeek-Saint-Jean s'est engagée, solidairement avec les communes de Forest et Saint Gilles, à assurer la reprise de l'Institut Decroly à dater du 1^{er} février 1994 ;

Vu sa délibération du 16/12/1993 par laquelle la commune de Molenbeek-Saint-Jean procède à la constitution d'une asbl « Institut Decroly » ;

Vu les statuts de l'asbl, notamment l'article 6 :

« Chaque membre, personne morale, est représenté par trois mandataires désignés par les Conseils communaux qui communiquent, par écrit, au Président de l'Assemblée générale la liste des personnes qui les représentent.

Les représentants des membres sont désignés tous les six ans par les Conseils communaux des membres, en vertu de l'article 120, §2, de la Nouvelle loi communale, parmi le Bourgmestre, les Échevins et les conseillers communaux.

Le Conseil d'administration tient un registre des membres conformément à l'article 10 de la loi du 27 juin 1921. »

Vu le résultat du vote auquel il a été procédé au scrutin secret ;

DECIDE :

Article 1 :

Pour la commune de Molenbeek-Saint-Jean, sont désignés en qualité de représentants à l'Assemblée générale de la commune au sein de l'asbl « Institut Decroly » :

- Monsieur Nader REKIK
- Madame Patricia VANDE MAELE
- Madame Gérardine (Dina) BASTIN

Article 2 :

Cette délibération sera transmise à l'autorité de tutelle et aux services intéressés de la Fédération Wallonie-Bruxelles (enseignement spécial et Commission communautaire française) pour notification.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Franstalig onderwijs - Aanwijzing van de vertegenwoordigers van de Gemeente in de algemene vergadering van de VZGW « Institut Decroly »

De Raad keurt het punt goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

26.04.2017/A/0004 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement francophone - Confirmation de la décision du 28/09/2016 relative à la proposition de candidatures au poste d'administrateur au sein du Conseil d'administration de l'ASBL Decroly.

LE CONSEIL,

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la Tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, modifié par celui du 18 novembre 1999 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la Tutelle administrative ;

Vu la circulaire du 24 août 1998 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu sa délibération du 16/12/1993 par laquelle la commune de Molenbeek-Saint-Jean s'est engagée, solidairement avec les communes de Forest et Saint Gilles, à assurer la reprise de l'Institut Decroly à dater du 1^{er} février 1994 ;

Vu sa délibération du 16/12/1993 par laquelle la commune de Molenbeek-Saint-Jean procède à la constitution d'une ASBL « Institut Decroly » ;

Vu les Statuts de l'ASBL, notamment l'article 26 :

« L'association est administrée par un Conseil d'administration composé de douze administrateurs, désignés par l'Assemblée générale sur la base de leur expertise dans le domaine de l'enseignement et/ou de la gestion d'une association sans but lucratif.

Les Échevins de l'enseignement des membres sont, qualitate qua, administrateurs.

Chaque Conseil communal propose, à l'Assemblée générale, 3 administrateurs autres que l'Echevin de l'enseignement.

Les personnes ayant la direction des établissements dont l'association est le pouvoir organisateur et les personnes ayant la direction des autres services créés et/ou gérés par l'association peuvent être invitées si l'ordre du jour rend leur présence souhaitable. Néanmoins, le Conseil d'administration se réserve toujours la possibilité de se réunir en dehors de la présence de ces personnes.

Ils sont nommés pour un terme de six ans. Ils sont en tout temps révocables par l'Assemblée générale. Le mandat d'administrateur prend immédiatement fin après la première Assemblée générale qui suit le renouvellement des Conseils communaux ou lorsque la personne concernée ne dispose plus de la qualité en vertu de laquelle elle était habilitée à la représenter. »

Vu sa délibération de ce jour relative à la désignation des représentants de la Commune au sein de l'Assemblée générale de l'ASBL institut Decroly ;

Vu sa délibération de ce jour relative à l'approbation de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ASBL Institut Decroly ;

Considérant qu'une modification des statuts a été opérée et acceptée par le Conseil agissant en tant que membre de l'Assemblée générale de l'ASBL Decroly ;

Considérant que la désignation des administrateurs doit se faire en fonction des nouveaux statuts et que cette décision doit repasser au Conseil puisqu'elle a été adoptée sous les statuts de 1993 ;

Considérant que les statuts de l'ASBL prévoient que la nomination des administrateurs

et des administrateurs suppléants est décidée par l'Assemblée générale, sur proposition de chacun des Conseils communaux ;

Considérant que les statuts de l'ASBL prévoient que les administrateurs et les administrateurs suppléants sont nommés sur la base de leur expertise dans le domaine de l'enseignement et/ou de la gestion d'une association sans but lucratif ;

Considérant que parmi les quatre administrateurs que la Commune peut proposer l'Echevin de l'enseignement, Madame Françoise SCHEPMANS, est de plein droit administrateur ;

Considérant qu'il y a lieu de proposer trois autres administrateurs ;

DECIDE :

Article unique :

De confirmer la décision du Conseil du 28/09/2016 par laquelle il décide :

*« De proposer la candidature de Madame Patricia VANDE MAELE au poste d'administrateur au sein du Conseil d'administration de l'asbl « Institut Decroly
En effet, Madame Patricia VANDE MAELE se distingue par son expérience dans l'enseignement. Elle a d'ailleurs exercé la fonction d'Echevine de l'Instruction publique pendant plus d'une année*

De proposer la candidature de Madame Dina BASTIN au poste d'administrateur au sein du Conseil d'administration de l'asbl « Institut Decroly » ;

En effet, Madame Dina BASTIN se distingue par son expertise dans l'enseignement spécialisé. Elle a d'ailleurs exercé la fonction de directrice de CPMS de l'enseignement spécialisé pendant 35 années.

De proposer la candidature de Madame Danielle DE WAELE au poste d'administrateur au sein du Conseil d'administration de l'asbl « Institut Decroly » ;

En effet, Madame Danielle DE WAELE se distingue par son expérience dans l'enseignement. Elle exerce d'ailleurs la fonction de conseillère pédagogique au Pouvoir organisateur de la commune de Molenbeek depuis années.

Article 2 :

Cette délibération sera transmise à l'autorité de tutelle et aux services intéressés de la Fédération Wallonie-Bruxelles (enseignement spécial et Commission communautaire française) pour notification.

Le Conseil approuve le projet de délibération. »

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Franstalig onderwijs - Bevestiging van de beslissing van de 28/09/2016 betreffende de voorstel voor de betrekking van beheerder van de Raad van beheer van de VZGW Institut Decroly.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

26.04.2017/A/0005 **Département Services généraux et Démographie**
Affaires juridiques - Règlement particulier de police relatif aux incivilités dans les transports en commun - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 117, 119 bis et 135, §2 ;
Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, notamment l'article 2, §1^{er} ;
Vu l'arrêté royal du 20 décembre 2007 portant règlement de police sur les chemins de fer ;
Vu l'ordonnance du 22 novembre 1990 relative à l'organisation des transports en commun dans la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2007 fixant certaines conditions d'exploitation des transports en commun en Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu le Règlement Général de Police adopté par le Conseil communal le 26 octobre 2016 et entré en vigueur le 26 octobre 2016 ;
Considérant que le Collège de Police de la zone a rendu un avis favorable le 1^{er} mars 2017 relatif au projet de Règlement particulier de police relatif aux incivilités dans les transports en commun applicable sur l'ensemble des communes de la zone;
Considérant que le Conseil de police de la zone de a rendu un avis favorable le 21 mars 2017 relatif au projet de modification du Règlement général de Police applicable sur l'ensemble des communes de la zone;
Considérant que les règlements généraux de police applicables en Région de Bruxelles-Capitale ne sont pas identiques pour toutes les zones de police et que les infractions visées par ces règlements sont traitées par des dispositions différentes en fonction des zones ;
Considérant que cette disparité des règlements généraux de police empêche notamment la police fédérale des chemins de fer de dresser des procès-verbaux administratifs pour les incivilités commises dans les transports en commun ;
Considérant qu'un règlement particulier relatif à ces incivilités et identique pour toutes les zones de police de la Région de Bruxelles-Capitale permettra notamment à la police fédérale des chemins de fer de constater ces infractions ;

DECIDE :

Article unique :

D'adopter le Règlement particulier de police relatif aux incivilités dans les transports en commun :

CHAPITRE Ier – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 – Champ d'application territorial

Sans préjudice de l'application du règlement général de police, de l'application de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, de l'arrêté royal du 20 décembre 2007 portant règlement de police sur les chemins de fer, de l'ordonnance du 22 novembre 1990 relative à l'organisation des transports en commun dans la Région de Bruxelles-Capitale et de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 décembre 2007 fixant certaines conditions d'exploitation des transports en commun en Région de Bruxelles-Capitale, le présent règlement s'applique exclusivement à la portion de l'espace public délimitée comme suit :

1. les gares
2. les stations de métro
3. l'intérieur et la carrosserie des véhicules de transport en commun affectés au transport des personnes et circulant sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale

4. les quais
5. les arrêts
6. les autres accessoires des transports en commun qu'ils soient souterrains ou en plein air.

Le présent règlement s'appliquera également à proximité immédiate des lieux précités.

Article 2 – Champ d'application personnel

Le présent règlement s'applique à toute personne se trouvant dans l'espace visé à l'article 1^{er}. L'âge à partir duquel le présent règlement s'applique est déterminé par le règlement général de police de la commune du lieu où l'infraction a été commise.

CHAPITRE II – INFRACTIONS A LA SECURITE, A LA TRANQUILITE, A LA PROPRETE ET A LA SALUBRITE PUBLIQUES

Article 3 – Souiller l'espace public

§1. Il est interdit de souiller ou d'endommager tout objet ou tout endroit de l'espace public tel que défini à l'article 1^{er}, de quelque manière que ce soit, de son fait ou du fait des personnes, animaux ou choses dont on a la garde ou la maîtrise, tels que :

1. l'espace public tel que défini à l'article 1^{er} ;
2. tout objet servant à l'utilité ou à la décoration publique;
3. tout élément du mobilier urbain;
4. les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public;

§2. Il est interdit d'utiliser les poubelles publiques en y jetant des déchets ménagers qui ne résultent pas d'une consommation immédiate sur la voie publique.

Article 4 – Cracher, uriner, déféquer

Il est interdit de cracher, d'uriner ou de déféquer sur l'espace public, tel que défini à l'article 1^{er}, ailleurs que dans les lieux destinés à cet effet.

Article 5 – Refus d'obtempérer et manque de respect

§1. Toute personne se trouvant dans l'espace public tel que défini à l'article 1^{er} ou dans un lieu accessible au public doit se conformer immédiatement aux injonctions ou réquisitions de la police ou d'agents habilités en vue de :

1. maintenir la sécurité, la tranquillité, la propreté ou la salubrité publique ;
2. faciliter les missions des services de secours et l'aide aux personnes en péril ;
3. faire respecter les lois, règlements et arrêtés.

§2. Il est interdit de manquer de respect envers toute personne habilitée en vue de faire respecter les lois et les règlements.

Article 6 – Attitudes et comportements prohibés

Il est interdit à toute personne :

- d'entraver l'entrée d'immeubles et édifices publics ou privés;

- d'être accompagnée d'un animal agressif;
- de se montrer menaçant;
- d'entraver la progression des passants;

En cas d'infraction au présent article, la police pourra faire cesser immédiatement le comportement incommode.

Article 7 – Nuisances diurnes

Sont interdites les nuisances sonores diurnes de nature à troubler la tranquillité et la quiétude des personnes et du voisinage et dont l'intensité des ondes sonores produites dépasse le niveau de bruit ambiant de l'espace public tel que défini à l'article 1^{er}.

Article 8 - Déjections canines

§1. Les personnes qui accompagnent un chien sont tenues de ramasser de manière adéquate les déjections de l'animal sur l'espace public tel que défini à l'article 1^{er}.

Outre l'application d'une amende administrative telle que définie à l'article 11 du présent règlement, celui qui enfreint ce paragraphe doit aussitôt remettre les choses en état de propreté, faute de quoi la Commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

§2. Le maître ou le gardien de l'animal doit disposer en tout temps d'au moins deux sachets ou d'objets similaires pour éliminer les déjections de l'animal. Ces sachets ou objets doivent être jetés dans les poubelles installées sur l'espace public tel que défini à l'article 1^{er} du présent règlement. Ces sachets ou objets similaires devront être présentés sur toute demande d'une personne habilitée ou de la police.

Article 9 – Animal sans laisse

Les animaux doivent être maintenus par tout moyen et au minimum par une laisse.

CHAPITRE III – INFRACTIONS MIXTES

Article 10 – Infractions mixtes

Conformément à la loi du 24 juin 2013, une amende peut être imposée par le Fonctionnaire sanctionnateur pour les infractions visées aux articles 398, 448, 461, 463, 521, 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559-1°, 561-1°, 563-2° et 3°, et 563bis du Code Pénal.

Ces articles visent notamment, sans préjudice des protocoles d'accord conclus entre le Procureur du Roi et le Collège des Bourgmestres et Echevins, les comportements suivants :

- injures ;
- graffitis sur des biens mobiliers ou immobiliers ;
- dégradation de la propriété immobilière d'autrui ;
- endommagement ou destruction de la propriété mobilière d'autrui ;

- bruits et tapages nocturnes ;
- voies de fait et violences légères ;
- présentation dans les lieux accessibles au public le visage masqué ou dissimulé, en tout ou en partie, de manière telle que l'intéressé n'est plus identifiable

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS FINALES

Article 11 – Amendes administratives

Quiconque contrevient aux dispositions du présent règlement peut être puni d'une amende administrative.

Cette amende administrative ne peut jamais excéder la somme de 350 euros ou 175 euros, selon que le contrevenant est majeur ou mineur au moment des faits.

Article 12 – Récidive

Conformément à la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, les sanctions administratives prescrites par le présent Règlement peuvent être augmentées en cas de récidive dans les 24 mois de l'imposition d'une sanction sans qu'il puisse être dérogé aux montants visés à l'article 11.

Article 13 – Proportionnalité

Conformément à la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, le montant des amendes et la durée des mesures alternatives adoptées par le Fonctionnaire sanctionnateur en application du présent règlement sont proportionnés à la gravité des faits qui les motivent.

Article 14 – Mesures alternatives pour les majeurs

A. Prestation citoyenne

Le fonctionnaire sanctionnateur peut, lorsqu'il l'estime opportun, proposer au contrevenant, ayant atteint l'âge de 18 ans accomplis au moment des faits, une prestation citoyenne.

Cette prestation se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi du 24 juin 2013.

B. Médiation locale

Le fonctionnaire sanctionnateur, peut, lorsqu'il l'estime opportun et qu'une victime a été clairement identifiée dans le cadre de la procédure administrative, proposer au contrevenant, ayant atteint l'âge de 18 ans accomplis au moment des faits, une médiation locale.

Cette prestation se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi 24 juin 2013.

Article 15 – Mesures alternatives pour les mineurs

A. Médiation locale

Conformément à l'article 2 du présent règlement, le fonctionnaire sanctionnateur propose au contrevenant mineur une médiation locale.

Cette procédure se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi du 24 juin 2013.

B. Prestation citoyenne

Conformément à l'article 2 du présent règlement, en cas de refus de l'offre ou d'échec de la médiation locale, le fonctionnaire sanctionnateur peut, lorsqu'il l'estime opportun, proposer au contrevenant mineur une prestation citoyenne.

Cette procédure se réalise dans le respect des modalités fixées par la loi du 24 juin 2013.

- Le Règlement particulier de police relatif aux incivilités dans les transports en commun entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2017.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 33 votes positifs, 1 abstention.

Departement Algemene diensten en Demografie

Juridische zaken - Bijzonder politiereglement betreffende overlast in het openbaar vervoer Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid art. 117, 119bis en 135, § 2;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 2007 houdende règlement van de politie op de spoorwegen;

Gelet op de ordonnantie van 22 november 1990 betreffende de organisatie van het openbaar vervoer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 december 2007 tot vaststelling van sommige exploitatievoorwaarden van het openbaar vervoer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het algemeen politiereglement dat goedgekeurd werd door de Gemeenteraad op 26 oktober 2016 en in werking trad op 26 oktober 2016 ;

Overwegende dat het Politiecollege van de zone heeft een gunstig advies op 1 maart 2017 gegeven betreffende het ontwerp van bijzonder politiereglement betreffende overlast in het openbaar vervoer van toepassing in alle gemeenten van de zone;

Overwegende dat de Politieraad van de zone heeft het gunstig advies op 21 maart 2017 gegeven betreffende het ontwerp van wijziging van het algemeen politiereglement van toepassing in alle gemeenten van de zone;

Overwegende dat de algemene politiereglementen die van toepassing zijn in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, niet identiek zijn voor alle politiezones en dat de

inbreuken beoogd bij deze reglementen door verschillende bepalingen behandeld worden in functie van de zones;

Overwegende dat deze verschillen in algemene politiereglementen de federale spoorwegpolitie verhindert om administratieve processen-verbaal op te stellen voor overlast in het openbaar vervoer;

Overwegende dat een bijzonder reglement betreffende overlast dat identiek is voor alle politiezones van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de federale spoorwegpolitie in staat zal stellen deze inbreuken vast te stellen;

BESLIST :

Enig artikel :

Het bijzonder politiereglement betreffende overlast in het openbaar vervoer goed te keuren :

HOOFDSTUK I – ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 1 – Territoriaal toepassingsgebied

Onverminderd de toepassing van het algemeen politiereglement, de toepassing van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, het koninklijk besluit van 20 december 2007 houdende reglement van de politie op de spoorwegen, de ordonnantie van 22 november 1990 betreffende de organisatie van het openbaar vervoer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 december 2007 tot vaststelling van sommige exploitatievoorwaarden van het openbaar vervoer in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, is onderhavig reglement uitsluitend van toepassing op het gedeelte van de openbare ruimte dat afgebakend is als volgt :

1. de stations
2. de metrostations
3. het binnenste en het koetswerk van de voertuigen van het openbaar vervoer die bestemd zijn voor personenvervoer en circuleren op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
4. de perrons
5. de haltes
6. de andere aanhorigheden van het openbaar vervoer, zowel ondergronds als bovengronds.

Het onderhavige reglement is ook van toepassing in de onmiddellijke nabijheid van de voormelde plaatsen.

Artikel 2 – Persoonlijk toepassingsgebied

Het onderhavige reglement is van toepassing op elke persoon die zich bevindt in de bij artikel 1 bedoelde ruimte. De leeftijd vanaf dewelke het reglement van toepassing is, wordt bepaald door het algemeen politiereglement van de gemeente waar de inbreuk plaatsvond.

HOOFDSTUK II – INBREUKEN OP DE OPENBARE VEILIGHEID, RUST, NETHEID EN SALUBRITEIT

Artikel 3 – Vervuilen van de openbare ruimte

§1. Het is verboden een voorwerp of plaats van de openbare ruimte zoals bepaald in artikel 1 te vervuilen of te beschadigen, op welke wijze ook, door eigen toedoen of door personen, dieren of zaken die men bij zich draagt of waarover men de hoede heeft, zoals:

1. de openbare ruimte zoals bepaald in artikel 1;
2. elk voorwerp bestemd voor openbaar nut of decoratie;
3. elk element van het stadsmeubilair;
4. galerijen en doorgangen gevestigd op privégrond, die toegankelijk zijn voor het publiek.

§2. Het is verboden in openbare vuilnisbakken huishoudelijk afval te deponeren als het niet afkomstig is van onmiddellijke consumptie op de openbare weg.

Artikel 4 – Spuwen, wildplassen, zijn gevoeg doen

Het is verboden te spuwen, te urineren of zijn gevoeg te doen in de openbare ruimte zoals bepaald in artikel 1, elders dan in de daartoe bestemde plaatsen.

Artikel 5 – Weigeren om te gehoorzamen en gebrek aan respect

§1. Ieder die zich bevindt in de openbare ruimte zoals bepaald in artikel 1, of in een voor het publiek toegankelijke plaats, moet onmiddellijk gevolg geven aan bevelen of aansporingen van de politie of bevoegde personen met het oog op:

1. de vrijwaring van de openbare veiligheid, rust, netheid of salubriteit
 2. de vergemakkelijking van het werk van de veiligheidsdiensten en de bijstand aan personen in gevaar
3. de naleving van wetten, reglementen en besluiten.

§2. Het is verboden een gebrek aan respect te vertonen ten aanzien van een persoon die gemachtigd is om de wetten en reglementen te doen naleven

Artikel 6 – Verboden attitudes en gedragingen

Het is verboden

- de ingang van openbare en privé gebouwen en panden te beschadigen;
- vergezeld te zijn van een agressief dier;
- zich dreigend te gedragen;
- de voortgang van voorbijgangers te verhinderen.

In geval van overtreding van onderhavig artikel kan de politie het storende gedrag onmiddellijk doen ophouden.

Artikel 7 – Lawaaihinder

Het is verboden overdag geluidshinder voort te brengen die de rust van personen en de omgeving kan verstoren en waarvan de intensiteit van de geluidsgolven het niveau van het omgevingsgeluid van de openbare ruimte zoals bepaald in artikel 1 overtreft.

Artikel 8 – Hondenuitwerpselen

§1. Personen die een hond begeleiden, dienen de uitwerpselen van het dier in de openbare ruimte zoals bepaald in artikel 1 op een gepaste wijze te verwijderen.

Naast de toepassing van een administratieve boete zoals bepaald in artikel 11 van dit reglement, moet de overtreder van deze paragraaf zo snel mogelijk de zaken opnieuw schoonmaken, zo niet behoudt de gemeente zich het recht voor dat op risico en kosten van de overtreder te doen.

§2. De meester of de hoeder van het dier moet over minstens twee zakjes of vergelijkbare objecten beschikken om de uitwerpselen van het dier te verwijderen. Die zakjes of voorwerpen dienen in de vuilnisbakken in de openbare ruimte zoals bepaald in artikel 1 gedeponiseerd te worden. Dergelijke zakjes of voorwerpen moeten op vraag van een bevoegde persoon of de politie getoond worden.

Artikel 9 – Dier zonder leiband

Dieren moeten minstens met een leiband of een ander middel in toom gehouden worden.

HOOFDSTUK III – GEMENGDE OVERTREDINGEN

Artikel 10 – Gemengde overtredingen

Overeenkomstig de wet van 24 juni 2013 kan een boete opgelegd worden door de sanctionerende ambtenaar voor de overtredingen bedoeld in artikel 398, 448, 461, 463, 521, 526, 534bis, 534ter, 537, 545, 559-1°, 561-1°, 563-2° en 3°, en 563bis van het Strafwetboek.

Onverminderd de protocolakkoorden tussen de Procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen beogen deze artikelen met name de volgende gedragingen:

- beledigingen;
- graffiti op roerende en onroerende goederen;
- beschadiging van onroerende eigendom van anderen;
- beschadiging of vernietiging van roerende eigendom van anderen;
- nachtlawaai en -hinder;
- bedreigingen en licht geweld;
- zich in voor het publiek toegankelijke plaatsen vertonen met een gedeeltelijk of geheel bedekt of verhuld gezicht, zodat de betrokkene niet meer identificeerbaar is.

HOOFDSTUK IV – EINDBESCHIKKINGEN

Artikel 11 – Administratieve boetes

Ieder die de beschikkingen van dit reglement overtreedt, kan een administratieve boete opgelegd krijgen.

Die administratieve boete mag nooit het bedrag van 350 of 175 euro overschrijden, naargelang de overtreder meerderjarig of minderjarig is op het moment van de feiten.

Artikel 12 – Recidive

Overeenkomstig de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties kunnen de bij dit reglement voorgeschreven gemeentelijke administratieve sancties verhoogd worden in geval van recidive binnen de 24 maanden na de oplegging van een sanctie, zonder dat afgeweken kan worden van de in artikel 11 bedoelde bedragen.

Artikel 13 – Proportionaliteit

Overeenkomstig de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties staan het bedrag van de boetes en de duur van de alternatieve maatregelen goedgekeurd door de sanctionerende ambtenaar in toepassing van onderhavig reglement in verhouding tot de ernst van de feiten die er aan de basis van liggen.

Artikel 14 – Alternatieve maatregelen voor meerderjarigen

A. Gemeenschapsdienst

Als hij het geschikt acht, kan de sanctionerende ambtenaar voorstellen aan de overtreder die de leeftijd van 18 jaar bereikt heeft op het moment van de feiten, om een gemeenschapsdienst te vervullen.

Die prestatie wordt uitgevoerd in naleving van de modaliteiten vastgelegd bij de wet van 24 juni 2013.

B. Lokale bemiddeling

Als hij het geschikt acht en er duidelijk een slachtoffer geïdentificeerd werd in het kader van de administratieve procedure, kan de sanctionerende ambtenaar lokale bemiddeling voorstellen aan de overtreder die de leeftijd van 18 jaar bereikt heeft op het moment van de feiten.

Die prestatie wordt uitgevoerd in naleving van de modaliteiten vastgelegd bij de wet van 24 juni 2013.

Artikel 15 – Alternatieve maatregelen voor minderjarigen

A. Lokale bemiddeling

Overeenkomstig artikel 2 van onderhavig reglement stelt de sanctionerende ambtenaar aan de minderjarige overtreder lokale bemiddeling voor.

Die prestatie wordt uitgevoerd in naleving van de modaliteiten vastgelegd bij de wet van 24 juni 2013.

B. Gemeenschapsdienst

Als hij het geschikt acht, stelt de sanctionerende ambtenaar, overeenkomstig artikel 2 van onderhavig reglement, in geval van weigering van het aanbod of mislukking van

de lokale bemiddeling, aan de minderjarige overtreder een gemeenschapdienst voor.

Die prestatie wordt uitgevoerd in naleving van de modaliteiten vastgelegd in de wet van 24 juni 2013.

- Het bijzonder politiereglement betreffende overlast in het openbaar vervoer treedt in werking op 1 juli 2017.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 33 positieve stemmen, 1 onthouding.

26.04.2017/A/0006 **Receveur Communal**
Recette communale - Gestion des flux financiers entre la Commune et la Région - Conclusion d'une convention bipartite - Addendum.

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 et 232 de la Nouvelle loi communale ;

Vu le courrier du 9 mars 2017 de la Région de Bruxelles- Capitale, invitant les 19 communes à conclure une convention bipartite entre la Commune et la Région de Bruxelles-Capitale relativement à la gestion des flux financiers entre la Commune et la Région ;

Considérant que cette convention a pour objectif d'optimiser la gestion des flux financiers entre la Région de Bruxelles-capitale et les communes, dans le cadre du versement des recettes fiscales dont le service est assuré par la Région de Bruxelles – Capitale pour le compte des communes ;

Considérant que le projet de convention de collaboration entre la commune et Région de Bruxelles-Capitale a été approuvé par le conseil communal en sa séance du 23 mars 2017 ;

Vu le courrier de la Région Bruxelles-Capitale parvenu à l'Administration communale le 29 mars 2017 informant celle-ci d'un addendum au contrat initial (remplacement de l'article 11 de la convention) ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver cet addendum à la convention bipartite de collaboration entre la Commune et la Région de Bruxelles-Capitale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver l'addendum, ci-annexé, à la convention conclue entre la Commune et la Région de Bruxelles-Capitale .

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Gemeenteontvanger

Gemeenteontvangerij - Beheer van de financiële stromen tussen het Brussels

Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente - Sluiting van een tweepartijenovereenkomst - Addendum .

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 en 232 van de Nieuwe gemeentewet;
Overwegende dat de tweepartijovereenkomst in het kader van de invoering van de transitorekeningen voor werkingsdotaties aan de gemeente, tussen de gemeente en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op zijn zitting van 23.03.2017 werd goedgekeurd;
Gelet op de brief van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23.03.2017 en ontvangen op 29.03.2017, waarbij een voorstel wordt gedaan van een addendum bij het oorspronkelijk contract tot vervanging van artikel 11 van de overeenkomst;
Overwegende dat het noodzakelijk is om het addendum bij de tweepartijovereenkomst tussen de Gemeente en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed te keuren;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLIST :

Enig artikel :
Het addendum, in bijlage, bij de tweepartijovereenkomst tussen de Gemeente en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

26.04.2017/A/0007 **Département Finances**
Finances - Fabrique d'église Sainte-Barbe - Budget 2017.

LE CONSEIL,

Considérant que la fabrique d'église Sainte-Barbe nous a fait parvenir son budget 2017 ;
Considérant que ce budget se présente comme suit :

RECETTES	22.124,08 EUR
DEPENSES	22.124,08 EUR

Considérant que, afin de présenter le budget en équilibre, la fabrique d'église a inscrit à l'article 17 des recettes ordinaires (supplément de la commune pour les frais ordinaires du culte)
un montant de 3.781,14€ ;
Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, concernant les fabriques d'églises, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes ;
Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises ;
Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article unique :
D'émettre un avis favorable sur le budget 2017 de la fabrique d'église Sainte-Barbe.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de

tutelle.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 33 votes positifs, 1 abstention.

Departement Financiën

Financiën - Kerkfabriek Sint-Barbara - Begroting 2017.

DE RAAD,

Overwegende dat de kerkfabriek Sint-Barbara ons haar begroting 2017 heeft laten worden;

Overwegende dat de begroting zich als volgt voordoet :

ONTVANGSTEN	22.124,08 EUR
UITGAVEN	22.124,08 EUR

Overwegende dat de kerkfabriek, teneinde de begroting in evenwicht af te sluiten, onder artikel 17 van de gewone ontvangsten (toelage van de gemeente voor de gewone kosten van de eredienst) een bedrag van 3.781,14€ EUR heeft ingeschreven;

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op de temporaliën van de eredienst;

Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken ;

Gezien de nieuwe gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig artikel :

Een gunstig advies uit te brengen over de begroting 2017 van de kerkfabriek Sint-Barbara.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 33 positieve stemmen, 1 onthouding.

26.04.2017/A/0008 **Département Finances**
Finances - Fabrique d'église Saint-Rémi - Budget 2017.

LE CONSEIL,

Considérant que la fabrique d'église Saint-Rémi nous a fait parvenir son budget pour l'exercice 2017 ;

Considérant que, afin de présenter le budget en équilibre, la fabrique d'église a inscrit à l'article 17 des recettes ordinaires (supplément de la commune pour les frais ordinaires du culte) un montant de 35.428,02 EUR ;

Considérant que ce budget corrigé se présente comme suit :

RECETTES	82.340,00 EUR
DEPENSES	82.340,00 EUR
RESULTAT	---

Considérant que le subside demandé doit être réparti entre la ville de Bruxelles et les communes de Jette et de Molenbeek-Saint-Jean,

Considérant que la quote-part de notre commune s'élève à :

Subside total ordinaire	Part communale Molenbeek-St-Jean
35.428,02 EUR	$35.428,02 \text{ EUR} \times 14.280 : 15.692 = 32.240,13 \text{ EUR}$

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes ;

Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'émettre un avis favorable sur le budget 2017 de la fabrique d'église Saint-Rémi ;

Article 2

D'accorder à la fabrique d'église un subside ordinaire de 32.240,13 EUR pour l'année 2017 et de réserver cette somme à l'article 7900/332/02 du budget ordinaire de 2017.

Expédition de la présente décision sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 33 votes positifs, 1 abstention.

Departement Financiën

Financiën - Kerkfabriek Sint-Remigius - Begroting 2017.

DE RAAD,

Overwegende dat de kerkfabriek Sint-Remigius ons haar begroting van het dienstjaar 2017 heeft laten geworden;

Overwegende dat de kerkfabriek, onder artikel 17 van de gewone ontvangsten (toelage van de gemeente voor de gewone kosten van de eredienst) een bedrag van 35.428,02 EUR heeft ingeschreven teneinde de begroting in evenwicht af te sluiten, Overwegende dat de begroting zich als volgt voordoet :

ONTVANGSTEN	82.340,00 EUR
UITGAVEN	82.340,00 EUR
RESULTAAT	---

Overwegende dat de gemeentelijke toelage moet verdeeld worden onder de gemeenten van Brussel, Jette en Sint-Jans-Molenbeek ;

Overwegende dat het aandeel van onze gemeente bedraagt :

Totale gewone subsidie	Gemeentelijk aandeel Sint-Jans-Molenbeek
35.428,02 EUR	35.428,02 EUR X 14.280 : 15.692 = 32.240,13 EU

Gezien het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken ;
 Gezien de wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten ;
 Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken;
 Gezien de nieuwe gemeentewet ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een gunstig advies uit te brengen over de begroting 2017 van de kerkfabriek Sint-Remigius ;

Artikel 2 :

Aan de kerkfabriek Sint-Remigius een gewone toelage van 32.240,13 EUR toe te kennen voor 2017 en deze som te reserveren op artikel 7900/332/02 van

de gewone begroting van het dienstjaar 2017 ;

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 33 positieve stemmen, 1 onthouding.

26.04.2017/A/0009 **Département Finances**

Finances - Fabrique d'église Résurrection - Budget 2017.

LE CONSEIL,

Considérant que la Fabrique d'église de la Résurrection nous a fait parvenir son budget pour l'exercice 2017 ;

Considérant que, afin de présenter le budget en équilibre, la fabrique d'église a inscrit à l'article 17 des recettes ordinaires (supplément de la commune pour les frais ordinaires du culte) un montant de 33.910,79 EUR ;

Considérant que le subside demandé doit être réparti entre les communes d'Anderlecht et de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que ce budget se présente comme suit :

Recettes	107.209,06 EUR
Dépenses	107.209,06 EUR
Résultat	-

Considérant que la quote-part du subside ordinaire de Molenbeek s'élève à 33.910,79 EUR X 59,43 % = 20.153,18 EUR ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes;

Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article unique :

D'émettre un avis favorable sur le budget 2017 de la fabrique d'église de la Résurrection et de leur accorder un subside ordinaire de 20.153,18 EUR pour l'exercice 2017 et de réserver cette dépense à l'article 7900/332/02 du budget ordinaire de 2017.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 33 votes positifs, 1 abstention.

Departement Financiën

Financiën - Kerkfabriek Verrijzenis - Begroting 2017.

DE RAAD,

Overwegende dat de Kerkfabriek van de Verrijzenis ons haar begroting van het dienstjaar 2016 heeft laten geworden ;

Overwegende dat de kerkfabriek, teneinde de begroting in evenwicht af te sluiten, onder artikel 17 van de gewone ontvangsten (toelage van de gemeente voor de gewone kosten van de eredienst) een bedrag van 33.910,79 EUR heeft ingeschreven ;

Overwegende dat de gevraagde toelage moet verdeeld worden onder de gemeenten van Anderlecht en Sint-Jans-Molenbeek ;

Overwegende dat de begroting zich als volgt voor doet :

Ontvangsten	107.209,06 EUR
Uitgaven	107.209,06 EUR
Resultaat	-

Overwegende dat het aandeel van de gewone toelage van de gemeente 33.910,79 EUR X 59,43 % = 20.153,18 EUR bedraagt ;

Gezien het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gezien de wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten;

Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken;

Gezien de nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig artikel :

Een gunstig advies uit te brengen over de begroting 2017 van de kerkfabriek van de Verrijzenis en hun een gewone toelage van 20.153,18 toe te kennen voor het dienstjaar 2017 en deze uitgave te reserveren op artikel 7900/332/02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2017.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 33 positieve stemmen, 1 onthouding.

LE CONSEIL,

Considérant que la fabrique d'église Saint Charles Borromée nous a fait parvenir son budget 2017;

Considérant qu'il y a lieu d'inscrire à l'article 20 des recettes extraordinaires (excédent présumé de l'exercice courant) un montant de 59.140,77 EUR ;

Considérant que, afin de présenter le budget en équilibre, la fabrique d'église doit inscrire à l'article 17 des recettes ordinaires (supplément de la commune pour les frais ordinaires du culte) un montant de 52.399,23 EUR ;

Considérant que ce budget se présente comme suit :

RECETTES	131.940 EUR
DEPENSES	131.940 EUR

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, concernant les fabriques d'églises, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes ;

Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'émettre un avis favorable sur le budget 2017 de la fabrique d'église Saint Charles Borromée ;

Article 2 :

D'accorder un subside ordinaire de 52.399,23 EUR à la fabrique d'église Saint-Charles Borromée et de réserver cette dépense à l'article 7900/332/02 du budget ordinaire de 2017.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 33 votes positifs, 1 abstention.

Departement Financiën
Financiën - Kerkfabriek Sint Karel - Begroting 2017.

DE RAAD,

Overwegende dat de kerkfabriek Sint-Karel Borromeus ons haar begroting 2017 heeft laten geworden ;

Overwegende dat het nodig is op artikel 20 van de buitengewone ontvangsten (vermoedelijk overschot van het lopend dienstjaar) een bedrag van 59.140,77 EUR in te schrijven ;

Overwegende dat de kerkfabriek, teneinde de begroting in evenwicht af te sluiten,op

artikel 17 van de gewone ontvangsten (toelage van de gemeente voor de gewone kosten van de eredienst) een bedrag van 52.399,23 EUR ;
Overwegende dat de begroting zich als volgt voordoet :

ONTVANGSTEN	131.940 EUR
UITGAVEN	131.940 EUR

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op de temporalieën van de eredienst;

Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken ;

Gezien de nieuwe gemeentewet ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een gunstig advies uit te brengen over de begroting 2017 van de kerkfabriek Sint Karel Borromeus ;

Artikel 2 :

Een toelage van 52.399,23 EUR toe te kennen aan de kerkfabriek Sint Karel Borromeus en deze uitgave te reserveren op artikel 7900/332/02 van de gewone begroting 2016.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 33 positieve stemmen, 1 onthouding.

Michaël Vossaert entre en séance / treedt in zitting

26.04.2017/A/0011 **Département Finances**

Taxes communales - Redevance relative à la fourniture et au placement de signaux routiers d'interdiction de stationnement, de dispositifs de sécurisation de voirie et de dispositifs anti-stationnement.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41 et 162 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle loi communale ;

Vu le Règlement Général de Police;

Vu le règlement relatif à la récupération des frais d'intervention des services communaux établi par décision du Conseil communal du 25 octobre 2007;

Vu le règlement fixant la redevance sur les services techniques rendus par l'administration communale, établi par décision du Conseil communal du 17 novembre 2011 pour les exercices 2012 à 2016 inclus ;

Vu le règlement-taxe sur l'occupation temporaire du domaine public, établi par décision du Conseil communal du 25 février 2016 pour les exercices 2016 à 2018 inclus;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30 janvier 2017 par

laquelle ce dernier marque son accord de principe pour l'élaboration d'un règlement établissant une redevance pour la fourniture et le placement de dispositifs anti-stationnement ;

Considérant les demandes régulières de fourniture et de placement de signaux routiers relatifs à l'interdiction de stationnement ainsi que de dispositifs de sécurisation de voirie, émanant de particuliers ainsi que d'organismes privés ou publics désirant réserver des emplacements de stationnement sur la voie publique à l'occasion de mariages, fêtes, funérailles, déménagements, travaux, etc.;

Considérant les demandes régulières de fourniture et de placement de dispositifs anti-stationnement, émanant de particuliers ainsi que d'organismes privés ou publics soucieux de garantir l'accès de l'entrée carrossable ou l'intégrité du trottoir de leur immeuble;

Considérant que le placement et la mise à disposition de signaux routiers, de dispositifs de sécurisation de voirie ou de dispositifs anti-stationnement entraînent des charges croissantes pour l'administration communale, aussi bien en termes de personnel que de matériel;

Considérant qu'il convient toutefois de prévoir des hypothèses d'exemption de la redevance pour le placement et la mise à disposition de signaux routiers ou de dispositifs de sécurisation de voirie, notamment lorsque ce placement ou cette mise à disposition par la Commune sont effectués dans le cadre d'une mission légale ou réglementaire d'une personne de droit public et dans le but de défendre ou de promouvoir l'intérêt général;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18 avril 2017;

DECIDE:

Article 1 :

Il sera perçu, selon les modalités définies ci-après, une redevance relative à la fourniture et au placement de signaux routiers d'interdiction de stationnement, de dispositifs de sécurisation de voirie et de dispositifs anti-stationnement sur la voirie.

Article 2:

Le présent règlement s'applique à toute personne physique ou morale ou organisme qui demande à l'Administration communale de procéder à la fourniture et/ou au placement de signaux routiers d'interdiction de stationnement, de dispositifs de sécurisation de voirie ou de dispositifs anti-stationnement sur la voirie.

Il y a lieu d'entendre par :

1. Signaux routiers d'interdiction de stationnement :
 - a. Panneaux E1 (stationnement interdit)
 - b. Panneaux E3 (arrêt et stationnement interdits)
2. Dispositifs de sécurisation de voirie :
 - a. Panneaux de signalisation
 - b. Barrière Nadar
 - c. Lampe jaune orange clignotante sur pied
 - d. Lampe jaune orange clignotante sans pied
 - e. Petit matériel non réutilisable tel que ruban de signalisation
 - f. Cône de balisage routier
3. Dispositifs anti-stationnement sur la voirie :

- a. Marquage au sol d'une zone d'évitement
- b. Marquage au sol du panneau E1 (stationnement interdit)
- c. Marquage au sol du panneau E3 (arrêt et stationnement interdits)
- d. Fourniture et placement de potelet ou autre dispositif

4. Demandeur :

- a. la personne physique ou morale ou l'organisme qui demande la fourniture et le placement de signaux routiers relatifs à l'interdiction de stationnement;
- b. la personne physique ou morale ou l'organisme qui demande la fourniture et le placement de dispositifs de sécurisation de voirie
- c. la personne physique ou morale ou l'organisme qui demande la fourniture et le placement des dispositifs anti-stationnement devant l'accès de l'immeuble sur lequel elle dispose d'un droit réel.

5. Zone d'évitement :

Marquage au sol d'une zone d'évitement constitué de lignes parallèles obliques de couleur blanche, délimité par une ligne blanche continue, sur lequel les conducteurs ne peuvent circuler, ni s'arrêter, ni se garer, conformément à l'art. 77.4 de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (Code de la route) et à l'art. 19.3 de l'arrêté ministériel du 16 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière (Code du gestionnaire de voirie) ;

A. Fourniture et placement de signaux routiers d'interdiction de stationnement visant à réserver des emplacements de stationnement sur la voie publique.

Article 3:

Le montant de la redevance est fixé à 25,00 EUR par signal routier et par jour. Ce montant comprend le chargement, le transport, le placement et l'enlèvement aux endroits demandés du matériel de signalisation ad hoc.

Article 4:

La redevance est due par la personne physique ou morale ou l'organisme qui sollicite le service de l'Administration communale.

Article 5:

Sont exemptés du paiement de la redevance:

- a. les organismes publics qui sollicitent le placement de ces signaux dans le cadre d'une mission de sécurisation ou d'entretien du domaine public ;
- b. les situations dans lesquelles la fourniture et le placement de signaux sont effectués en raison d'une occupation du domaine public réalisée pour le compte de la Commune ou du C.P.A.S. de Molenbeek-Saint-Jean ;
- c. les sociétés régionales ou locales agréées ayant pour objet la construction ou la location de logements sociaux, ou les constructions affectées au logement;
- d. l'Etat, les provinces, la région de Bruxelles-Capitale, Citydev.brussels, la SLRB et les communes, pour les constructions affectées au logement.

Article 6:

Il y a lieu de se référer, en ce qui concerne les modalités d'introduction de la demande, au règlement-taxe sur l'occupation du domaine public, en fonction des différents cas de figure qui y sont visés.

Article 7

La redevance est payable au comptant au moins 3 jours ouvrables avant le placement effectif des signaux routiers, contre remise d'une preuve de paiement.

La redevance est due à partir de la délivrance de l'autorisation communale au demandeur.

Aucun remboursement de la redevance ne sera accordé dans l'hypothèse où le demandeur renonçait à sa demande avant que le placement des signaux routiers n'ait été effectué.

Article 8:

Le placement des signaux routiers d'interdiction de stationnement est effectué 48 heures à l'avance, pour autant que le demandeur se soit acquitté de la redevance dans les délais impartis.

Article 9:

Tout signal routier relatif à l'interdiction de stationnement est placé et enlevé par les soins de l'Administration communale.

Article 10:

Tout signal routier relatif à l'interdiction de stationnement placé sans autorisation de l'Administration communale sera enlevé par cette dernière.

B. Fourniture et placement de dispositifs de sécurisation de voirie.

Article 11:

Lorsque pour des raisons de sécurité, la Commune doit placer une signalisation adéquate, une redevance de 25,00 EUR est réclamée par jour et par panneau de signalisation ainsi qu'un montant de 5,00 EUR par jour par barrière Nadar placée sur la voie publique.

Le placement d'une lampe jaune orange clignotante sur pied se chiffre à 20,00 EUR par jour, celui d'une pareille lampe sans pied se chiffre à 15,00 EUR par jour.

L'utilisation de petit matériel non réutilisable, tel le placement d'un ruban de signalisation, est porté en compte à concurrence d'une somme forfaitaire de 5,00 EUR, quelle que soit la durée de son utilisation.

Un cône de balisage routier est compté à raison de 4,00 EUR par jour.

Article 12:

La redevance est due par la personne physique ou morale ou l'organisme qui sollicite le service de l'Administration communale.

Article 13:

Sont exemptés du paiement de la redevance:

- a. les organismes publics qui sollicitent le placement de ces dispositifs de sécurisation de voirie dans le cadre d'une mission de sécurisation ou d'entretien du domaine public ;
- b. les situations dans lesquelles la fourniture et le placement de dispositifs de sécurisation de voirie sont effectués en raison d'une occupation du domaine public réalisée pour le compte de la Commune ou du C.P.A.S. de Molenbeek-Saint-Jean ;
- c. les sociétés régionales ou locales agréées ayant pour objet la construction ou la location de logements sociaux, ou les constructions affectées au logement;
- d. l'Etat, les provinces, la région de Bruxelles-Capitale, Citydev.brussels, la SLRB et les communes, pour les constructions affectées au logement.

Article 14:

Il y a lieu de se référer, en ce qui concerne les modalités d'introduction de la demande, au règlement-taxe sur l'occupation du domaine public, en fonction des différents cas de figure qui y sont visés.

Article 15:

La redevance est payable au comptant au moins 3 jours ouvrables avant le placement effectif des dispositifs de sécurisation de voirie, contre remise d'une preuve de paiement.

La redevance est due à partir de la délivrance de l'autorisation communale au demandeur.

Aucun remboursement de la redevance ne sera accordé dans l'hypothèse où le demandeur renonçait à sa demande avant que le placement des dispositifs de sécurisation de voirie n'ait été effectué.

Article 16:

Tout dispositif de sécurisation de voirie est placé et enlevé par les soins de l'Administration communale.

Article 17:

Tout dispositif de sécurisation de voirie placé sans autorisation de l'Administration communale sera enlevé par cette dernière.

C. Fourniture et placement sur la voirie de dispositifs anti-stationnement visant à empêcher le stationnement gênant à proximité et devant les accès carrossables ou sur les trottoirs

Article 18:

Les dispositifs anti-stationnement seront placés à la demande exclusive du propriétaire ou de la copropriété (sur présentation du PV de l'Assemblée générale l'y habilitant) de l'accès carrossable ou de l'immeuble à hauteur duquel le dispositif anti-stationnement est souhaité.

Article 19:

Les différentes formules et leur tarif, sont les suivants :

I. Marquage au sol en peinture routière :

<u>Dispositif anti-stationnement</u>	Montant de la redevance
1. Marquage au sol ou rafraîchissement de marquage au sol	
• Marquage d'un côté de l'accès carrossable (longueur = 1,5m)	150,00 EUR
• Marquages de part et d'autre de l'accès carrossable (longueur = 2 X 1,5m)	300,00 EUR
• Autre type de marquage au sol	100,00 EUR par mètre courant
2. Marquage au sol du logo E1/E3 ou rafraîchissement de marquage au sol du logo E1/E3 (signal relatif à l'arrêt et/ou au stationnement - diam. 1m)	150,00 EUR

II. Marquage au sol en thermoplastique :

<u>Dispositif anti-stationnement</u>	Montant de la redevance
1. Marquage au sol ou rafraîchissement de marquage au sol	
• Marquage d'un côté de l'accès carrossable (longueur = 1,5m)	175,00 EUR
• Marquages de part et d'autre de l'accès carrossable (longueur = 2 X 1,5m)	350,00 EUR
• Autre type de marquage au sol	120,00 EUR par mètre courant
2. Marquage au sol du logo E1/E3 ou rafraîchissement de marquage au sol du logo E1/E3 (signal relatif à l'arrêt et/ou au stationnement - diam. 1m)	200,00 EUR

III. Potelet ou autre dispositif

<u>Dispositif anti-stationnement</u>	Montant de la redevance
A. <u>Voies carrossables</u> Fourniture et placement d'un potelet ou autre dispositif uniquement en cas de présence du marquage au sol de la zone d'évitement	200,00 EUR
B. <u>Voies piétonnes</u> Fourniture et placement d'un potelet ou autre dispositif	150,00 EUR

Article 20:

Le montant total de la redevance est dû par la personne physique ou morale ou l'organisme qui demande la fourniture et le placement des dispositifs anti-stationnement devant l'accès carrossable ou l'immeuble sur lequel elle dispose d'un droit réel.

Article 21:

Aucune exonération n'est possible pour cette redevance.

Article 22:

Le demandeur introduit sa demande par écrit.

Les formulaires de demande sont disponibles en version papier au service Accueil de

l'Administration communale ainsi qu'au service communal de la Mobilité. Les formulaires visés ci-avant sont également téléchargeables sur le site internet communal via le lien « règlements communaux ».

Les formulaires et documents requis pour le traitement de la demande devront être envoyés à l'Administration communale soit par courrier, au n°20 de la rue du Comte de Flandre à 1080 Bruxelles, à l'attention du Collège des Bourgmestre et Echevins, soit par voie électronique, à l'adresse email du service concerné.

Article 23:

Dès réception d'une demande complète, le Collège des Bourgmestre et Echevins examinera la faisabilité de la demande et statuera sur celle-ci.

Article 24:

Le Collège des Bourgmestre et Echevins autorise ou refuse, souverainement, la fourniture et le placement de dispositifs anti-stationnement, compte tenu des nécessités de la circulation locale, de la configuration des lieux, de l'avis des services techniques communaux et des réglementations en vigueur.

Article 25:

L'Administration communale notifiera par courrier au demandeur la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins quant à la possibilité du placement du/des dispositif(s) et, s'il y a lieu, la formule retenue ainsi que le montant de la redevance. Ce courrier sera accompagné d'une invitation à payer qui mentionnera les délais et modalités de paiement de la redevance.

La redevance est due à partir de la notification de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins faisant droit à la demande.

A défaut de paiement de la redevance à l'échéance mentionnée sur l'invitation à payer, le(s) dispositif(s) accordé(s) par le Collège des Bourgmestre et Echevins ne sera/seront pas placés.

Aucun remboursement de la redevance ne sera accordé dans l'hypothèse où le demandeur renonçait à sa demande avant que le placement des dispositifs n'ait été effectué.

Article 26:

Le(s) dispositif(s) anti-stationnement est/sont placé(s), par les soins de l'Administration communale ou de son entrepreneur, dans le courant du mois qui suit la réception du paiement, sauf circonstances imprévisibles et indépendantes de la volonté de la commune dont les conditions atmosphériques.

Article 27:

Tout dispositif anti-stationnement placé sans autorisation sera enlevé par l'Administration communale ou son entrepreneur.

Article 28:

La Commune procédera à l'enlèvement de tout dispositif anti-stationnement qui aurait été endommagé par tout fait de l'homme, des choses ou de la nature.

L'Administration communale se réserve le droit de procéder d'office au rafraîchissement des marquages aux frais des personnes à qui incombent l'entretien et le maintien de l'état de propreté des trottoirs et accotements en vertu du Règlement Général de Police, dans le cas où ceux-ci deviennent invisibles, afin d'éviter que le dispositif anti-stationnement non signalé par un marquage type zone d'évitement ne représente un danger pour les usagers de la voie publique.

Article 29:

La fourniture des dispositifs anti-stationnement est accordée à titre précaire ; elle peut être révoquée à tout moment, par décision motivée du Collège des Bourgmestre et Echevins. Dans ce cas, les potelets et/ou les marquages au sol seront enlevés d'office par l'Administration communale, à ses propres frais.

Article 30:

Les dispositifs anti-stationnement peuvent également être enlevés à la requête du demandeur (propriétaire ou copropriété), sans remboursement de la redevance, après

décision favorable du Collège des Bourgmestre et Échevins. Le demandeur devra cependant supporter les frais d'enlèvement.

Article 31:

Les frais d'enlèvement, de rafraîchissement du/des dispositif(s) et de réparation de voiries seront supportés par le propriétaire/la copropriété disposant, au moment de l'enlèvement ou de la réparation du/des dispositif(s), d'un droit réel sur l'entrée carrossable ou sur l'immeuble se situant à hauteur du dispositif. Les frais seront calculés conformément au règlement communal relatif à la récupération des frais d'intervention des services communaux en vigueur ou sur la base de la facture de son entrepreneur.

Article 32:

Lorsque le demandeur n'a plus de lien avec l'entrée carrossable ou le trottoir protégé par un dispositif placé par l'Administration communale, par exemple en cas de vente du garage dont l'entrée carrossable est concernée par le dispositif anti-stationnement, il le signale par écrit à l'Administration communale ainsi qu'à l'acquéreur du bien. La responsabilité du dispositif est donc transférée au nouveau propriétaire ou copropriété.

Article 33:

Le présent règlement abroge et remplace, à compter de son entrée en vigueur, le règlement fixant la redevance sur les services techniques rendus par l'administration communale, établi par décision du Conseil communal du 17 novembre 2011 pour les exercices 2012 à 2016 inclus.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Retributie betreffende de levering en de plaatsing van verkeerstekens voor parkeerverbod, veiligheidsvoorzieningen voor wegen en anti-parkeervoorzieningen.

DE RAAD,

Gelet op artikels 41 en 162 van de Grondwet;

Gelet op artikels 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Algemeen Politierglement;

Gelet op het reglement betreffende de terugwinning van de interventiekosten van de gemeentediensten vastgesteld door beslissing van de Gemeenteraad van 25 oktober 2007;

Gelet op het reglement tot vaststelling van de retributie op de door het gemeentebestuur bewezen technische diensten, vastgesteld door beslissing van de Gemeenteraad van 17 november 2011 voor de dienstjaren 2012 tot 2016 inbegrepen;

Gelet op het belastingsreglement op de tijdelijke bezetting van het openbaar domein vastgesteld door beslissing van de Gemeenteraad van 25 februari 2016 voor de dienstjaren 2016 tot 2018 inbegrepen;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 30 januari 2017 waardoor het laatstgenoemde geeft zijn principe-akkoord voor de uitwerking van een reglement tot vaststelling van een retributie betreffende de levering en de plaatsing van anti-parkeervoorzieningen;

Overwegende de regelmatige aanvragen voor de levering en plaatsing zowel van verkeerstekens voor parkeerverbod als van veiligheidsvoorzieningen voor wegen, die zowel van natuurlijke personen als van private en openbare instellingen uitgaan, om parkeerplaatsen op de openbare weg te reserveren, ter gelegenheid van huwelijk, feesten, begrafenissen, verhuizingen, werken, enz.;

Overwegende de regelmatige aanvragen voor de levering en plaatsing van anti-parkeervoorzieningen, die zowel van natuurlijke personen als van private en openbare instellingen bezorgd de toegang aan de berijdbaar ingang of de integriteit van de voetpad van hun gebouw te verzekeren uitgaan;

Overwegende dat de levering en de ter beschikking stelling van verkeerstekens voor parkeerverbod, van veiligheidsvoorzieningen voor wegen en van anti-parkeervoorzieningen hebben ten gevolge stijgende lasten voor het gemeentebestuur, zowel ten opzicht van personeelskosten als ten opzichte van materiaalkosten;

Overwegende echter dat er moet overgegaan worden tot hypothesen van vrijstellingen van deze retributie voor de plaatsing en de ter beschikking stelling van verkeerstekens of veiligheidsvoorzieningen voor wegen met name wanneer deze plaatsing of deze ter beschikking stelling uitgevoerd worden in het kader van een wettelijke of reglementaire opdracht van een persoon van publiek recht en met de bedoeling om het algemeen nut te verdedigen en te promoten;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen op 18 april 2017;

BESLIST :

Artikel 1 :

Er zal geïnd worden, volgens de hieronder beschreven wijzen, een retributie betreffende de levering en de plaatsing van verkeerstekens voor parkeerverbod, veiligheidsvoorzieningen voor wegen en anti-parkeervoorzieningen op wegen.

Artikel 2 :

Dit reglement betreft elke natuurlijke of rechtspersoon of instelling die het Gemeentebestuur verzoekt verkeerstekens voor parkeerverbod, veiligheidsvoorzieningen voor wegen of anti-parkeervoorzieningen op wegen te leveren en/of te plaatsen.

Onder de volgende, het dient verstaan te worden:

1. Verkeerstekens voor parkeerverbod:

- a. E1 verkeersborden (parkeren verboden)
- b. E3 verkeersborden (stilstaan en parkeren verboden)

2. Veiligheidsvoorzieningen voor wegen:

- a. Verkeersborden

- b. Nadarhek
- c. Knipperende oranjegele staanlamp
- d. Knipperende oranjegele lamp zonder voet
- e. Onherbruikbaar klein materiaal zoals signalisatielint
- f. Verkeerskegel voor de wegbebakening

3. Anti-parkeervoorzieningen op wegen:

- a. Markering van een verdrijvingsvlak op de grond
- b. Markering van E1 verkeersbord (parkeren verboden) op de grond
- c. Markering van E3 verkeersbord (stilstaan en parkeren verboden) op de grond
- d. Levering en plaatsing van paaltje of andere voorziening

4. Aanvrager:

- a. de natuurlijke of rechtspersoon of instelling die het Gemeentebestuur verzoekt verkeerstekens voor parkeerverbod te leveren en plaatsen;
- b. de natuurlijke of rechtspersoon of organisatie die het Gemeentebestuur verzoekt veiligheidsvoorzieningen voor wegen te leveren en plaatsen;
- c. de natuurlijke of rechtspersoon of organisatie die het Gemeentebestuur verzoekt anti-parkeervoorzieningen voor de toegang van het gebouw waarover zij over een zakelijk recht beschikt te leveren en plaatsen.

5. Verdrijvingsvlak:

Markering van een verdrijvingsvlak op de grond, bestaande uit witte evenwijdige schuine strepen, afgebakend met een doorlopende witte streep, waarop bestuurders niet mogen rijden, noch stilstaan, noch parkeren, overeenkomstig art. 77.4 van Koninklijk Besluit d.d. 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (Wegcode) en art. 19.3 van Ministerieel Besluit van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald (Code van de wegbeheerder);

A. Levering en plaatsing van verkeerstekens voor parkeerverbod om parkeerplaatsen op de openbare weg te reserveren.

Artikel 3 :

Het retributie bedraagt 25,00 EUR per verkeersteken en per dag. Dit bedrag omvat het laden, het vervoer, het aanbrengen en het weghalen op de gevraagde plaatsen van het nodige signalisatiemateriaal.

Artikel 4 :

De retributie is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon of de instelling die de dienst bij het Gemeentebestuur aanvraagt.

Artikel 5 :

Zijn vrijgesteld van de betaling van de retributie:

- a. de openbare instellingen die de plaatsing van dergelijke tekens verzoeken in het kader van een beveiligings- of onderhoudsopdracht van het openbaar domein;
- b. de omstandigheden waarvoor de levering en de plaatsing van tekens worden uitgevoerd ten gevolg van een bezetting van het openbaar domein voor de rekening van de Gemeente of het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek;

- c. de gewestelijke of plaatselijke erkende ondernemingen die als doelstelling de bouw of verhuur van sociale woningen hebben, of de bouwwerken bestemd als woning;
- d. de Staat, de provincies, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Citydev.brussels, de BGHM en de gemeentes, voor de bouwwerken bestemd als woning.

Artikel 6 :

Wat betreft de bepalingen voor de indiening van de aanvraag, kan het worden verwezen naar het belasting-reglement aangaande de bezetting van het openbaar domein, naargelang van de verschillende beschreven gevallen.

Artikel 7 :

De retributie dient contant betaald te worden, minstens 3 werkdagen vóór de effectieve plaatsing van de verkeerstekens, tegen voorlegging van een betalingsbewijs.

De retributie is verschuldigd vanaf de dag van de bevestiging van de gemeentelijke toelating aan de aanvrager.

Geen enkele terugbetaling van de retributie zal verleend worden, in geval de aanvrager zijn verzoek opgeeft voordat de plaatsing van de verkeerstekens werd uitgevoerd.

Artikel 8 :

De plaatsing van de verkeerstekens voor parkeerverbod wordt 48 uur op voorhand uitgevoerd, op voorwaarde dat retributie door de aanvrager binnen de verleende termijnen werd betaald.

Artikel 9 :

Elke verkeersteken betreffende het verbod van parkeren wordt door de zorgen van het Gemeentebestuur geplaatst en weggenomen.

Artikel 10 :

Elke verkeersteken betreffende het verbod van parkeren die zonder toelating van het Gemeentebestuur wordt geplaatst, zal door laatstgenoemde weggenomen worden.

B. Levering en plaatsing van veiligheidsvoorzieningen voor wegen.

Artikel 11

Wanneer de Gemeente om veiligheidsredenen een aangepaste signalisatie moet aanbrengen, wordt een retributie van 25,00 EUR per dag en per verkeersbord vereist, alsook een bedrag van 5,00 EUR per dag, per Nadarhekdat op de openbare weg geplaatst wordt.

De plaatsing van een knipperende oranjegele staanlamp bedraagt 20,00 EUR per dag; die van een dergelijke lamp zonder voet bedraagt 15,00 EUR per dag.

Het gebruik van onherbruikbaar klein materiaal, zoals de plaatsing van een signalisatielint, wordt verrekend ten bedrage van een forfaitair bedrag van 5,00 EUR, wat de gebruiksduur er ook van is.

Voor een verkeerskegel voor de wegbebakening wordt 4,00 EUR per dag aangerekend.

Artikel 12 :

De retributie is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon of de instelling die de dienst bij het Gemeentebestuur aanvraagt.

Artikel 13 :

Zijn vrijgesteld van de betaling van de retributie:

- a. de openbare instellingen die de plaatsing van dergelijke veiligheidsvoorzieningen voor wegen verzoeken in het kader van een beveiligings- of onderhoudsopdracht van het openbaar domein;
- b. de omstandigheden waarvoor de levering en de plaatsing van veiligheidsvoorzieningen voor wegen worden uitgevoerd ten gevolge van een bezetting van het openbaar domein voor de rekening van de Gemeente of het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek;
- c. de gewestelijke of plaatselijke erkende ondernemingen die als doelstelling de

- bouw of verhuur van sociale woningen hebben, of de bouwwerken bestemd als woning;
- d. de Staat, de provincies, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Citydev.brussels, de BGHM en de gemeentes, voor de bouwwerken bestemd als woning.

Artikel 14 :

Wat betreft de bepalingen voor de indiening van de aanvraag, kan het worden verwezen naar het belasting-reglement aangaande de bezetting van het openbaar domein, naargelang van de verschillende beschreven gevallen.

Artikel 15 :

De retributie dient contant betaald te worden, minstens 3 werkdagen vóór de effectieve plaatsing van de veiligheidsvoorzieningen voor wegen, tegen voorlegging van een betalingsbewijs.

De retributie is verschuldigd vanaf de dag van de bevestiging van de gemeentelijke toelating aan de aanvrager.

Geen enkele terugbetaling van de retributie zal verleend worden, in geval de aanvrager zijn verzoek opgeeft voordat de plaatsing van de veiligheidsvoorzieningen voor wegen werd uitgevoerd.

Artikel 16 :

Elke veiligheidsvoorziening voor wegen wordt door de zorgen van het Gemeentebestuur geplaatst en weggenomen.

Artikel 17 :

Elke veiligheidsvoorziening voor wegen die zonder toelating van het Gemeentebestuur wordt geplaatst, zal door laatstgenoemde weggenomen worden.

C . Levering en plaatsing van anti-parkeervoorzieningen op wegen om het hinderlijke parkeren vlakbij en voor de berijdbaar toegangen of op de voetpaden te verhinderen.

Artikel 18 :

De anti-parkeervoorzieningen zullen op exclusieve verzoek van de eigenaar of van de mede-eigendom (op overlegging van het PV van de Algemene Vergadering dat haar bevoegd verklaart) van de berijdbaar toegang of het gebouw ter hoogte waarvan de anti-parkeervoorziening is gewenst worden geplaatst.

Artikel 19 :

De verschillende bestaande formules en hun prijzen zijn:

I. Grondmarkeringen met wegeninfrastructuur werf

<u>Anti-parkeervoorziening</u>	Bedrag van de retributie
1. Grondmarkering of vernieuwing van bestaande grondmarkering	
<ul style="list-style-type: none"> • Markering op een zijde van de berijdbaar toegang (lengte = 1,5m) 	150,00 EUR
	300,00 EUR
<ul style="list-style-type: none"> • Markering op de twee zijden van de berijdbaar toegang (lengte = 2 X 1,5m) 	100,00 EUR per

<ul style="list-style-type: none"> • Andere types grondmarkeringen 	meter
<p>2. Grondmarkering van de logo E1/E3 of vernieuwing van bestaande logo E1/E3 (melding betreffende de stilstand en/of het parkeren - diameter 1m)</p>	150,00 EUR

II .Thermoplastiek grondmarkering

<u>Anti-parkeervoorziening</u>	Bedrag van de retributie
1. Grondmarkering of vernieuwing van bestaande grondmarkering	
A. Markering op een zijde van de berijdbaar toegang (lengte = 1,5m)	175,00 EUR
B. Markering op de twee zijden van de berijdbaar toegang (lengte = 2 X 1,5m)	350,00 EUR
C. Andere types grondmarkeringen	120,00 EUR per meter

2. Grondmarkering van de logo E1/E3 of vernieuwing van bestaande logo E1/E3 (melding betreffende de stilstand en/of het parkeren - diameter 1m)	200,00 EUR
---	------------

III . Paal of andere type voorziening

<u>Anti-parkeervoorziening</u>	Bedrag van de retributie
A. <u>Berijdbaar wegen</u> Levering en plaatsing van een paaltje of een andere type anti-parkeervoorziening uitsluitend op voorwaard van een bestaande grondmarkering voor de verdrijvingsvlak	200,00 EUR
B. <u>Voetgangerszone</u> Levering en installatie van een paaltje of een andere type anti-parkeervoorziening.	150,00 EUR

IV. Paal of andere type voorziening

<u>Anti-parkeervoorziening</u>	Bedrag van de retributie
A. <u>Berijdbaar wegen</u> Levering en plaatsing van een paaltje of een andere type anti-parkeervoorziening uitsluitend op voorwaard van een bestaande grondmarkering voor de verdrijvingsvlak	200,00 EUR
B. <u>Voetgangerszone</u> Levering en installatie van een paaltje of een andere type anti-parkeervoorziening.	150,00 EUR

Artikel 20 :

De natuurlijke persoon of de rechtspersoon of de instelling die de levering en de plaatsing van de anti-parkeervoorziening voor de berijdbaar toegang of voor het gebouw waarvoor hij/ze over een zakelijk recht beschikt is verschuldigd van de totale bedrag van de retributie.

Artikel 21 :

Er zijn geen vrijstellingen van toepassing voor deze retributie.

Artikel 22 :

De verzoek van de aanvrager dient schriftelijk ingediend te worden.

De papier aanvraagformulier zijn te verkrijgen zowel bij de onthaalsafdeling als bij de mobiliteitsafdeling van het Gemeentebestuur. De laatstgenoemde formulieren kunnen gedownload worden op het website van het Gemeentebestuur, via de weblink “gemeentelijke reglementen”.

De gevraagde en nodige formulieren en documenten voor de goedkeuring van de aanvraag dienen ofwel per brief aan het gemeenbestuur, Graaf van Vlaanderenstraat 20 – 1080 Sint-Jans-Molenbeek, ter attentie van het College van Burgemeester en Schepenen, ofwel met elektronische middelen opgestuurd te worden.

Artikel 23 :

Na ontvangst van een voldoende aanvraag, zal het College van Burgemeester en Schepenen de uitvoerbaarheid van deze aanvraag nagaan en hierover een beslissing nemen.

Artikel 24 :

Het College van Burgemeester en Schepenen soeverein laat toe of weigert de levering

en de plaatsing van de anti-parkeervoorziening, rekening houdend met de behoeften van het lokale verkeer, de configuratie van de omgeving, de raad van de gemeentelijke technische afdelingen en conform de regeling die van kracht is.

Artikel 25 :

Het gemeentebestuur stelt de aanvrager schriftelijk in kennis van het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen aangaande de mogelijke plaatsing van de voorziening(en) en, zo nodig, de goedgekeurde formule en het bedrag van de retributie.

Bij de hierboven vermelde schriftelijke brief wordt een uitnodiging tot betaling gevoegd, die verduidelijkt de betalingstermijn en de betalingswijzen van de retributie.

De retributie is verschuldigd vanaf de kennisgeving van het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij het verzoek is toegewezen.

In geval van wanbetaling op de vervaldag vermeld op de uitnodiging tot betaling, de door het College van Burgemeester en Schepenen verleende voorziening(en) zullen niet geplaatst worden.

Zou de aanvrager afstand van zijn verzoek moeten doen voordat de plaatsing van de voorzieningen wordt uitgevoerd, zal geen terugbetaling van de retributie verleend worden.

Artikel 26 :

De anti-parkeervoorziening(en) wordt (worden) in de loop van de maand na ontvangst van de betaling, door de zorgen van het Gemeentebestuur of zijn ondernemer, geplaatst behoudens onvoorziene omstandigheden, die buiten de macht van de gemeente vallen, waaronder weeromstandigheden.

Artikel 27 :

Elke zonder toelating geplaatste anti-parkeervoorziening zal door het Gemeentebestuur of zijn ondernemer weggenomen worden.

Artikel 28 :

De Gemeente zal elke door de daad van personen, van natuur of van zaken beschadigde anti-parkeervoorziening laten wegnemen.

Het Gemeentebestuur behoudt zich het recht voor om de markeringen te vernieuwen op kosten van de verantwoordelijke personen voor het onderhoud en het behouden van de schoonheid van voetpaden en berm conform het Algemeen Politierglement, in geval deze markeringen worden onzichtbaar, om te vermijden dat de anti-parkeervoorziening die door een markering type verdrijvingsvlak niet wordt gewezen een gevaar voor de openbare weggebruikers wordt.

Artikel 29 :

De levering van de anti-parkeervoorzieningen wordt bij wijze van gunst verleend; deze kan te allen tijden worden ingetrokken, met een redenen omkleed besluit van het College van Burgemeester en Schepenen. In dit geval zullen de paaltjes en/of grondmarkeringen systematiek en automatisch weggenomen worden, op de eigen kosten van de Gemeente.

Artikel 30 :

De anti-parkeervoorzieningen kunnen ook op verzoek van de aanvrager (eigenaar of mede-eigenaar) worden weggenomen, zonder terugbetaling van de retributie, na positieve besluit van het College van Burgemeester en Schepenen. De aanvrager zal de verwijderingskosten moeten dragen.

Artikel 31 :

De verwijderingskosten, de vernieuwingskosten van de voorziening(en) en de herstellingskosten van de wegen zullen door de eigenaar/mede-eigendom die, op het ogenblik van het wegnemen of de herstelling van de voorziening(en) over een zakelijk recht op de berijdbaar toegang of op het gebouw gelegen ter hoogte van de voorziening beschikt gedraagt worden. De kosten zullen berekend worden conform het gemeentelijke reglement betreffende de terugwinning van kosten voor de interventie van de gemeentelijke diensten die van kracht is of op basis van de factuur van de

ondernemer van de Gemeente.

Artikel 32 :

Als de aanvrager geen meer verbinding met de berijdbaar toegang of met de voetpad beschermd door een voorziening door het Gemeentebestuur geplaatst heeft, bij voorbeeld in geval van verkoop van de garage waarvan de berijdbaar toegang tot de anti-parkeervoorziening betrokken is, moet hij het zowel aan het Gemeentebestuur als aan de koper van het goed schriftelijk meedelen. De verantwoordelijkheid van de voorziening wordt aldus aan de nieuwe eigenaar of mede-eigendom doorgegeven.

Artikel 33 :

Het huidige reglement heft op en vervangt, vanaf zijn inwerkingtreding, het reglement tot vaststelling van de retributie op de technische diensten bewezen door het Gemeentebestuur, vastgesteld door beslissing van de Gemeenteraad van 17 november 2011 voor de dienstjaren 2012 tot 2016 inbegrepen.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

26.04.2017/A/0012 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Nouvelle Loi communale article 234 alinéa 3 - Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234 alinéa 3 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relative à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26, §1, 1^o,a) de la loi du 15/06/2006.

Est informé de la décision du Collège suivant :

Séance du 20.02.2017 : Ecole communale n° 14 - Construction d'un nouveau préau dans la cours de l'école - Cahier spécial des charges - Fixation des conditions du marché.

Marché public de travaux par procédure négociée sans publicité - 90.000,00 EUR TVAC - article 7220/722/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2017

ET DECIDE :

Article unique :

D'approuver le mode de financement de la dépense.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke Eigendommen - Nieuwe Gemeentewet artikel 243 alinea 3 - Overheidsopdrachten - Kennisgeving van de besluiten van het College van Burgemeester en Schepenen.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, en meer bepaald op artikel 234, § 3;
Gelet op de besluiten van het College van Burgemeester en Schepenen in verband met de plaatsing van opdrachten met onderhandelingsprocedure krachtens artikel 26, §1, 1°,a) van de wet van 15/06/2006.

Wordt op de hoogte gebracht van volgende besluiten van het College:

Zitting van 20.02.2016: Gemeenteschool nr. 14 - Bouw van een nieuw prieel op de speelplaats van de school - Bestek – Vaststellen van de voorwaarden van de opdracht.
Overheidsopdracht voor werken via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – 90.000,00 EUR btw inbegrepen - artikel 7220/722/60 van het buitengewoon budget van begrotingsjaar 2017.

Enig artikel :

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Amet Gjanaj quitte la séance / verlaat de zitting

Nader Rekik quitte la séance / verlaat de zitting

26.04.2017/A/0013 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Stade Verbiest sis avenue De Roovere 9 à 1080
Molenbeek-Saint-Jean - Remplacement du gazon synthétique du terrain de football -
PPI 2016 -2020 - Marché public de travaux - Fixation des conditions du marché.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 15 juin 2006, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ainsi que les arrêtés pris en exécution de cette loi ;

Vu la Nouvelle loi communale ;

Considérant qu'il y a lieu de lancer un marché public de travaux pour le remplacement du gazon synthétique du terrain de football du stade Verbiest sis avenue De Roovere 9 à Molenbeek-Saint-Jean ;

Prend connaissance du dossier d'adjudication comprenant le cahier spécial des charges, plans, métrés et avis de marché, établis en vue de la réalisation de ces travaux et faisant partie intégrante de la présente décision ;

Considérant que le montant estimé pour ce marché s'élève à 224.793,39 HTVA soit 272.000,00 TVAC ;

Vu le courrier du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 août 2006, ref circulaire 2006/10 demandant de prévoir une marge de +/- 10% lors de l'engagement de la dépense relative à l'attribution d'un marché public, lorsque les clauses contractuelles du cahier spécial des charges prévoient une révision des prix et/ou des quantités présumées ;

Considérant que le montant estimé, majoré d'une marge financière, de 10% s'élève donc à 247.272,72 EUR HTVA soit 299.200,00 EUR TVAC;

Considérant que le montant estimé de la dépense est inférieur à 600.000,00 EUR HTVA et dès lors que le marché peut être passé par procédure négociée directe avec publicité conformément à l'article 26, §2, 1°, d) de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que le marché est soumis à la publicité belge ;
Considérant que la commune a sollicité, dans le cadre du plan pluriannuel d'investissement (PPI) 2016 -2020, l'octroi d'une subvention (272.000,00 EUR HTVA) réservée au remplacement du gazon synthétique du terrain de football du stade Verbiest sis avenue De Roovere 9, 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits l'article 7640/722/60 du budget extraordinaire 2017 ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 18 avril 2017 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le marché de travaux relatif au remplacement du gazon synthétique du terrain de football du stade Verbiest sis avenue De Roovere 9 à Molenbeek-Saint-Jean;

Article 2 :

D'approuver et de faire sien le dossier d'adjudication comprenant le cahier spécial des charges, plans, métrés et avis de marché relatifs au présent marché public et faisant partie intégrante de la présente décision;

Article 3 :

De lancer un marché public de travaux par procédure négociée directe avec publicité belge ;

Article 4:

D'approuver la dépense relative à ce marché estimée à 247.272,72 EUR HTVA soit 299.200,00 EUR TVAC (révision des prix et des quantités présumées comprises);

Article 5:

D'inscrire cette dépense à l'article 7640/722/60 du budget extraordinaire 2017 et de la couvrir, sous réserve de l'obtention de l'accord de l'autorité subsidiaire, par les subsides octroyés dans le cadre du plan pluriannuel d'investissement 2016-2020 à concurrence de 272.000,00 EUR et le solde par fonds d'emprunt ;

Article 6:

De solliciter dans le cadre du plan pluriannuel d'investissement 2016-2020, l'octroi du subside réservé au remplacement du gazon synthétique du terrain de football du stade Verbiest sis avenue De Roovere 7 à Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 7 :

De transmettre au pouvoir subsidiant la présente délibération ainsi que ses annexes.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke eigendommen - Verbiststadion aan de De Rooverelaan 9 te 1080
Sint-Jans-Molenbeek - Vervanging van de kunstgrasmat van het voetbalveld -
Meerjarig investeringsplan 2016-2020 - Overheidsopdracht voor werken -
Vastlegging van de voorwaarden van de opdracht.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, alsook de besluiten genomen in uitvoering van deze wet;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat het nodig is om een overheidsopdracht voor werken op te starten om de kunstgrasmat van het voetbalveld van het Verbiststadion aan de De Rooverelaan 9 te Sint-Jans-Molenbeek te vervangen;

Neemt kennis van het bijzonder bestek, de plannen, de meetstaten en de aankondiging van de opdracht, die van deze beslissing deel uitmaken, hiertoe opgesteld met het oog op de uitvoering van deze werken;

Overwegende dat het geraamde bedrag voor deze opdracht 224.793,39 zonder BTW, hetzij 272.000,00 EUR BTW inbegrepen bedraagt;

Gelet op het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 augustus 2006, ref. circulaire 2006/10 waarin wordt gevraagd om een marge van +/- 10% te voorzien bij het vastleggen van de uitgave omtrent de gunning van een overheidsopdracht wanneer de contractuele bepalingen van het bestek een herziening van de prijzen en/of vermoedelijke hoeveelheden voorzien;

Overwegende dat het geraamde bedrag, vermeerderd met een financiële marge van 10% aldus 247.272,72 EUR zonder BTW, hetzij 299.200,00 EUR BTW inbegrepen bedraagt;

Overwegende dat het geraamde bedrag van de uitgave minder bedraagt dan 600.000,00 EUR zonder BTW en dat de opdracht bijgevolg kan worden geplaatst bij wege van vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking overeenkomstig artikel 26, §2, 1°, d) van de wet van 15 juni 2006;

Overwegende dat de opdracht onderworpen is aan een Belgische bekendmaking;

Overwegende dat de Gemeente in het kader van het Meerjarig Investeringsplan 2016-2020 de toekenning van de subsidies voorbehouden voor de vervanging van de kunstgrasmat van het voetbalveld van het Verbiststadion gelegen aan de De Rooverelaan 9 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, heeft aangevraagd;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn in art. 7640/722/60 van de buitengewone begroting 2017;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 18.04.2017;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De opdracht met betrekking tot de vervanging van de kunstgrasmat van het voetbalveld van het Verbiststadion gelegen aan de De Rooverelaan 9 te Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren;

Artikel 2 :

Het bijzonder bestek, de plannen, de meetstaten en de aankondiging van de opdracht betreffende deze overheidsopdracht, die van deze beslissing deel uitmaken, goed te keuren en zich eigen te maken;

Artikel 3 :

Over te gaan tot een overheidsopdracht voor werken per vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met Belgische bekendmaking;

Artikel 4 :

de globale uitgave voor deze opdracht geraamd op 247.272,72 EUR zonder BTW, hetzij 299.200,00 BTW inbegrepen (herziening en vermoedelijke hoeveelheden inbegrepen) goed te keuren;

Artikel 5 :

Deze uitgave in te schrijven in art. 7640/722/60 van de buitengewone begroting van 2017 en te financieren, onder voorbehoud van goedkeuring door de subsidiërende overheid, met subsidies verleend in het kader van het Meerjarig Investeringsplan 2016-2020 ten bedrage 272.000,00 EUR en het saldo met leningsgelden;

Artikel 6 :

In het kader van het Meerjarig Investeringsplan 2016-2020, de toekenning aan te vragen van de subsidies voorbehouden voor de vervanging van de kunstgrasmat van het voetbalveld van het Verbiststadion gelegen aan de De Rooverelaan, 9 te Sint-Jans-Molenbeek;

Artikel 7 :

Onderhavige beslissing en haar bijlagen aan de subsidiërende overheid over te maken.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

26.04.2017/A/0014 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de Quartier
Durable Petite Senne - Approbation de la deuxième modification du programme du
dossier de base et du mode de financement des différentes acquisitions faites dans le
cadre du contrat de quartier Petite Senne.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010 et son arrêté d'exécution (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 28 janvier 2010) du 27 mai 2010 ;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 et son arrêté d'exécution du 24 novembre 2016 relatif aux contrats de quartier durable;

Vu le courrier du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale – Cabinet de la ministre Evelyne Huytebroeck – daté du 23 décembre 2013 notifiant à la Commune l'octroi d'un Contrat de Quartier Durable dénommé « Petite Senne » ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 octobre 2014 par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale prend connaissance et approuve le dossier de base du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » ;

Vu l'article 28, § 1er de l'ordonnance du 6 octobre 2016 qui précise que "Le bénéficiaire principal peut solliciter jusqu'à cinq modifications ou compléments du contrat de quartier durable, moyennant l'envoi d'une demande au Gouvernement ou à son délégué entre le sixième et le trentième mois qui suivent la décision d'approbation du contrat de quartier durable. La modification ou le complément peut notamment porter sur le périmètre définitif du contrat de quartier durable.";

Vu sa délibération du 25.02.2016 décidant e.a.:

- D'approuver la première modification du programme de base du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » ;

Prend connaissance des modifications du mode de financement des opérations et acquisitions du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne »

Prend connaissance des modifications du programme de base du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne » ;

Considérant que les modifications sont de 5 ordres :

- L'abandon d'opérations (op.3.A) ;
- L'adaptation des budgets et des plans financiers annuels aux coûts estimés actualisés;
- L'introduction d'une nouvelle opération acquisition – cession (op.1C2b) ;
- L'adaptation et l'actualisation du contenu des fiches ;

- L'adaptation du mode de financement des acquisitions et opérations ;

Vu l'avis favorable de la commission de quartier du 20 avril 2017 et suite à l'information donnée aux habitants du périmètre le 20 avril 2017 ;
Considérant que la présente délibération annule les précédentes délibérations quant au financement des acquisitions;

DECIDE:

Article 1 :

D'approuver la deuxième modification du programme de base du Contrat de Quartier Durable « Petite Senne ».

Article 2 :

D'approuver le mode de financement des opérations et acquisitions dudit programme de base.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuren en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract Zinneke - Goedkeuring van de tweede programmawijziging van het basisdossier en van de wijze van financiering van de verschillende aankopen gedaan in het kader van het wijkcontract Kleine Zenne.

DE RAAD,

Gelet op de Ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en haar uitvoeringsbesluit (besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van de Ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering) van 27 mei 2010;

Gelet op de Ordonnantie van 6 oktober 2016 en haar uitvoeringsbesluit van 24 november 2016 betreffende de duurzame wijkcontracten;

Gelet op de brief van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering – Kabinet van de Minister Evelyne Huytebroeck – van 23 december 2013 waarmee aan de Gemeente de toekenning van het duurzaam Wijkcontract “Zinneke” bekendgemaakt werd;

Gelet op de betekening van de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 oktober 2014 waarmee de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van het vierjarig programma van het Duurzaam Wijkcontract “Zinneke” kennis neemt en goedkeurt;

Gelet op artikel 28, §1 van de ordonnantie van 6 oktober 2016 die bepaalt dat "De hoofdbegunstigde mag maximaal vijf wijzigingen of aanvullingen van het duurzame wijkcontract aanvragen, mits daartoe een verzoek gestuurd wordt naar de regering of haar afgevaardigde tussen de zesde en de dertigste maand volgend op de beslissing tot goedkeuring van het duurzame wijkcontract. De wijziging of de aanvulling mag betrekking hebben op de definitieve perimeter van het duurzame wijkcontract.";

Gelet op de beraadslaging van 25 februari 2016 dat beslist o.a.:

- De eerste wijziging van het basisprogramma van het Duurzaam Wijkcontract “Zinneke” goed te keuren;

Neemt kennis van de wijzigingen van de financieringswijze van de aankopen en de ingrepen van het Duurzaam Wijkcontract “Zinneke”;

Neemt kennis van de wijzigingen van het basisprogramma van het Duurzaam Wijkcontract “Zinneke”;

Overwegende dat de wijzigingen 5 types betreffen:

- De stopzetting van ingrepen (3.A);
- De aanpassing van de jaarlijkse begrotingen en financiële plannen aan de geactualiseerde geschatte kosten;
- De invoering van een nieuwe ingreep aankoop – overdracht (ingreep 1C2b);
- Het aanpassen en bijwerken van de inhoud van de fiches;
- De aanpassing van de financieringswijze van de aankopen en de ingrepen;

Gezien het gunstig advies van de Wijkcommissie van 20 april 2017 en ingevolge de informatie die aan de bewoners van de perimeter werd gegeven op 20 april 2017; Overwegende dat de huidige beraadslaging de vorige beraadslagingen betreffende de financieringswijze van de aankopen annuleert;

BESLIST:

Artikel 1:

De tweede wijziging van het basisprogramma van het Duurzaam Wijkcontract “Zinneke” goed te keuren.

Artikel 2:

De financieringswijze van de aankopen en de ingrepen van het basisprogramma goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

26.04.2017/A/0015 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement Urbain - Politique des Grandes Villes - Marché de travaux relatif à la construction d'un immeuble de logements « Habitat solidaire pour séniors » sis rue de la Campine 26 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Nouvelle estimation et affectation de la dépense au budget extraordinaire de l'exercice 2017.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ainsi que les arrêtés pris en exécution de cette loi ;

Considérant que suite à une procédure d'adjudication ouverte, cinq entreprises ont déposé une offre pour des montants allant de 1.058.579,01 EUR à 1.186.901,46 EUR HTVA ;

Vu la délibération du Conseil communal en date du 26.10.2016 décidant:

- D'approuver la nouvelle estimation des travaux du projet Habitat Solidaire Séniors - Angle rue Van Malder - rue de la Campine au montant de 1.058.579,01 EUR HTVA (soit 1.185.608,49 EUR TVAC) ;

- De prévoir les crédits pour un montant de 1.164.436,91 EUR HTVA (soit 1.304.169,34 EUR TVAC) à l'article 9304/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours et de couvrir la dépense par les subsides octroyés dans le cadre du Programme Politique de la Ville à 100% ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 27 février 2017 décidant :

-De prendre connaissance du rapport d'analyse des offres établi par le service

marchés publics du département infrastructures et développement urbain pour le marché de travaux relatif à la construction d'un immeuble de logements « Habitat solidaire pour séniors » sis rue de la Campine 26 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, de l'approuver et de le faire sien ;

- De sélectionner les offres de « SA THERET et FILS », « SA IN ADVANCE », « SA BRUDEX », « SPRL BALCAEN et FILS » et « A.M. SPRL PHENICKS & SA R. DE COCK » ;
- D'écarter l'offre remise par l'association momentanée « A.M. SPRL PHENICKS & SA R. DE COCK » qui n'est pas régulière au niveau formel ;
- Sur base du rapport d'analyse, de désigner et de passer commande à la firme « SA THERET et FILS », Rue de Rochefort 239, 5570 BEAURAING (n° TVA : 0416.740.902) pour le marché de travaux relatif à la construction d'un immeuble de logements « Habitat solidaire pour séniors » sis rue de la Campine 26 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, pour un montant de 1.058.579,01 EUR Hors TVA, soit 1.185.608,49 EUR TVA comprise. Le taux de TVA applicable est de 12% et représente 127.029,48 EUR ;
- D'engager la dépense de 1.304.169,34 EUR au nom de "SA THERET et FILS" à l'article 9304/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;

Considérant que le 6 avril 2017, la SA THERET et FILS a retiré son offre (compte tenu du fait qu'elle se trouve en réorganisation judiciaire);

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 18.04.2017 décidant :

- De retirer la délibération du 27.02.2017 intitulé « Département Infrastructures et Développement Urbain – Politique des Grandes Villes – Marché de travaux relatif à la construction d'un immeuble de logements « Habitat solidaire pour séniors » sis rue de la Campine 26 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean – Attribution du marché » ;

Considérant que le délai d'engagement des trois autres soumissionnaires, à savoir « SPRL BALCAEN et FILS », « SA IN ADVANCE » et « SA BRUDEX » pour des montants allant de 1.064.958,41 EUR HTVA à 1.186.901,46 EUR HTVA, est expiré ;

Considérant que l'estimation des travaux ne s'élève qu'à un montant de 1.058.579,01 EUR HTVA (soit 1.185.608,49 EUR TVAC) ;

Considérant que le pouvoir adjudicateur, conformément à l'article 103 de l'Arrêté royal de 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, a demandé par courrier recommandé daté du 06.04.2017, envoyé le 07.04.2017, au premier soumissionnaire suivant l'ordre de classement, à savoir la firme « SPRL BALCAEN et FILS », la prolongation du délai d'engagement de leur offre d'un montant de 1.192.753,43 EUR TVA comprise jusqu'au 14.07.2017 ;

Considérant que la firme « SPRL BALCAEN et FILS » a confirmé, par courrier recommandé reçu par la commune en date du 10.04.2017, la prolongation de la date de validité de son offre jusqu'au 14.07.2017 ;

Considérant que le pouvoir adjudicateur souhaite attribuer ce marché dès que possible ;

Considérant que le budget extraordinaire de l'exercice 2017 prévoit un montant de 1.312.297,24 EUR TVA comprise pour ce marché ;

Considérant que la nouvelle estimation pour ce marché s'élève à 1.171.693,96 EUR HTVA, soit 1.312.297,24 EUR TVA (12%) comprise ;

Vu la Circulaire 2006/10 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 août 2006 demandant de prévoir une marge d'environ 10% lors de l'engagement de la dépense relative à l'attribution d'un marché public lorsque les clauses contractuelles du cahier spécial des charges prévoient une révision des prix et/ou des quantités présumées ;

Considérant que le montant de cette marge est égal à 10% et s'élève à 106.495,84 EUR HTVA, soit 119.275,34 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 9304/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2017 ;

Considérant que la dépense sera couverte par des subsides fédéraux octroyés dans le cadre de la Politique des Grandes Villes (PGV) 2014 pour un montant de 931.635,75 EUR (DC 5043/2015), par des subsides régionaux octroyés dans le cadre de la PGV 2016 pour un montant de 280.661,49 EUR (DC 3073/2016) et par des subsides régionaux octroyés dans le cadre du Logement Intergénérationnel pour un montant de 100.000,00 EUR (DC 5056/2015 (80%) et DC 35/2017 (20%));

Considérant que le pouvoir adjudicateur va introduire une demande de glissement dans le cadre du subside PGV 2016, et ce dans les plus brefs délais;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver la nouvelle estimation des travaux du projet « Habitat solidaire pour seniors » – Angle rue Van Malder-Rue de la Campine à 1080 Molenbeek-Saint-Jean – au montant de 1.171.693,96 EUR HTVA, soit 1.312.297,24 EUR TVA (12%) comprise ;

Article 2 :

De prévoir les crédits pour un montant de 1.171.693,96 EUR HTVA, soit 1.312.297,24 EUR TVAC à l'article 9304/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice en cours et de couvrir la dépense par subsides fédéraux octroyés dans le cadre de la Politique des Grandes Villes (PGV) 2014 pour un montant de 931.635,75 EUR (DC 5043/2015), par des subsides régionaux octroyés dans le cadre de la PGV 2016 pour un montant de 280.661,49 EUR (DC 3073/2016) et par des subsides régionaux octroyés dans le cadre du Logement Intergénérationnel pour un montant de 100.000,00 EUR (DC 5056/2015 (80%) et DC 35/2017 (20%)); le pouvoir adjudicateur va introduire une demande de glissement dans le cadre de PGV 2016 dans les plus brefs délais.

Copie de la présente délibération sera transmise au(x) service(s) suivant(s) : B4, B6, B32, B40.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Grootstedenbeleid -

Opdracht voor werken voor de bouw van een woningenblok “Solidair wonen voor senioren” gelegen op Kempenstraat 26 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Aanpassing van de raming en het bestemmen van de uitgave in de buitengewone begroting van het boekjaar 2017.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Wet overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten van 15 juni 2006 alsook op de uitvoeringsbesluiten van deze wet;

Overwegende dat, na een openbare aanbestedingsprocedure, vijf ondernemingen een offerte hebben ingediend ter waarde van bedragen gaande van 1.058.579,01 EUR tot 1.186.901,46 EUR excl. btw;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26.10.2016 tijdens welke beslist werd:

-De nieuwe raming van de werken voor de bouw van een gebouw met woningen op de hoek van de Van Malder- en de Kempenstraat te 1080 Sint-Jans-Molenbeek op 1.058.579,01 EUR excl. btw, hetzij 1.185.608,49 EUR incl. btw (12%) goed te keuren;

-De nodige kredieten te voorzien voor een bedrag van 1.164.436,91 EUR excl. btw (hetzij 1.304.169,34 EUR incl. btw) op artikel 9304/731/60 van de buitengewone begroting van het lopende dienstjaar en deze uitgave te dekken door de toegekende subsidies in het kader van het Programma Stedelijk beleid (100%);

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27.02.2017 tijdens welke beslist werd:

-Kennis te nemen van het analyseverslag der offertes opgesteld door de Dienst Overheidsopdrachten van het Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling voor de opdracht voor werken voor de bouw van een woningblok “Solidaire woonomgeving voor senioren” gelegen op Kempenstraat 26 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek en het zich eigen te maken;

-De offertes van « SA THERET et FILS », « SA IN ADVANCE », « SA BRUDEX », « SPRL BALCAEN et FILS » en «A.M. SPRL PHENICKS & SA R. DE COCK » te selecteren;

-De offerte van de tijdelijke vereniging «A.M. SPRL PHENICKS & SA R. DE COCK » te weren wegens formele onregelmatigheid;

-De opdracht voor werken voor de bouw van een woningblok “Solidaire woonomgeving voor

senioren” gelegen op Kempenstraat 26 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, op basis van het analyseverslag, toe te wijzen aan en te bestellen bij de firma “SA THERET et FILS”, Rue de Rochefort 239, 5570 BEAURAING (btw-nummer: 0416.740.902) ter waarde van een bedrag van 1.058.579,01 EUR excl. btw, oftewel 1.185.608,49 EUR btw inbegrepen. Het toepasselijke btw-tarief is 12% en bedraagt 127.029,48 EUR;

-De uitgave ter waarde van 1.304.169,34 EUR op naam van "SA THERET et FILS" te voorzien in artikel 9304/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2017;

Overwegende dat de NV THERET et FILS haar offerte heeft ingetrokken op 6 april 2017 (gelet op het feit dat ze zich in gerechtelijke reorganisatie bevindt);

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 18.04.2017 tijdens welke beslist werd:

-De beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27.02.2017 getiteld “Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling – Grootstedenbeleid – Opdracht voor werken voor de bouw van een woningblok “Solidaire woonomgeving voor senioren” gelegen op Kempenstraat 26 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek – Gunning van de opdracht” in te trekken;

Overwegende dat de verbintenistermijn van de overige drie inschrijvers, met name van « SPRL BALCAEN et FILS », « SA IN ADVANCE » en « SA BRUDEX » ter waarde van bedragen gaande van 1.064.958,41 EUR excl. btw tot 1.186.901,46 EUR excl. btw, verstreken is;

Overwegende dat de raming van de werken slechts 1.058.579,01 EUR excl. btw (oftewel 1.185.608,49 EUR btw inbegrepen) bedraagt;

Overwegende dat de aanbestedende overheid, overeenkomstig artikel 103 van het Koninklijk Besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, een verlenging van de verbintenistermijn gevraagd heeft, per aangetekende brief van 06.04.2017 verstuurd op 07.04.2017, aan de eerstvolgende inschrijver in het klassement, meer bepaald aan de firma “SPRL BALCAEN et FILS”, om hun offerte ter waarde van 1.192.753,43 EUR btw inbegrepen te verlengen tot 14.07.2017;

Overwegende dat de firma "SPRL BALCAEN et FILS" per aangetekende brief, ontvangen door de aanbestedende overheid op 10.04.2017, bevestigd heeft de geldigheidsdatum van hun offerte te verlengen tot 14.07.2017;

Overwegende dat de aanbestedende overheid de opdracht zo snel als mogelijk wenst te gunnen;

Overwegende dat de buitengewone begroting van dienstjaar 2017 voor deze opdracht 1.312.297,24 EUR btw inbegrepen voorziet;

Overwegende dat de nieuwe raming voor deze opdracht 1.171.693,96 EUR excl. btw, oftewel 1.312.297,24 EUR btw (12%) inbegrepen bedraagt;

Gelet op het verzoek geformuleerd in de Omzendbrief 2006/10 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 augustus 2006 om een marge van 10% te voorzien in de verbintenis tot uitgave in het kader van de gunning van een overheidsopdracht wanneer de contractuele bepalingen van het bestek voorzien in prijsherziening en/of herziening van vermoedelijke hoeveelheden;

Overwegende dat het bedrag van die marge gelijk is aan 10% en 106.495,84 EUR excl. btw, oftewel 119.275,34 EUR btw inbegrepen bedraagt;

Overwegende dat de nodige kredieten zijn voorzien op art. 9304/731/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2017;

Overwegende dat de uitgave gedekt wordt door federale subsidies uitgereikt in het kader van Grootstedenbeleid (GSB) 2014 ter waarde van 931.635,75 EUR (VR 5043/2015), door gewestelijke subsidies uitgereikt in het kader van GSB 2016 ter waarde van 280.661,49 EUR (VR 3073/2016) en door gewestelijke subsidies uitgereikt in het kader van Intergenerationeel wonen ter waarde van 100.000,00 EUR (VR 5056/2015 (80%) en VR 35/2017 (20%));

Overwegende dat de aanbestedende overheid een verschuivingsaanvraag zal indienen in het kader van de subsidie GSB 2016, en dit zo snel mogelijk;

BESLIST :

Artikel 1 :

De nieuwe raming van de werken voor het project “Solidaire woonomgeving voor senioren” – op de hoek van de Van Malderstraat en de Kempenstraat te 1080 Sint-Jans-Molenbeek – ten bedrage van 1.171.693,96 EUR excl. btw, oftewel 1.312.297,24 EUR btw (12%) inbegrepen, goed te keuren;

Artikel 2 :

Middelen te voorzien ten bedrage van 1.171.693,96 EUR excl. btw, oftewel 1.312.297,24 EUR btw inbegrepen, op artikel 9304/731/60 van de buitengewone begroting van lopend dienstjaar en de uitgave te dekken met federale subsidies uitgereikt in het kader van Grootstedenbeleid (GSB) 2014 ter waarde van 931.635,75 EUR (VR 5043/2015), gewestelijke subsidies uitgereikt in het kader

van GSB 2016 ter waarde van 280.661,49 EUR (VR 3073/2016) en gewestelijke subsidies uitgereikt in het kader van Intergenerationeel wonen ter waarde van 100.000,00 EUR (VR 5056/2015 (80%) en VR 35/2017 (20%)); de aanbestedende overheid gaat zo snel mogelijk een verschuivingsaanvraag indienen in het kader van het GSB 2016;

Een kopie van deze beraadslaging wordt overgemaakt aan volgende dienst(en): B4, B6, B32, B40.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

26.04.2017/A/0016 **Département Services généraux et Démographie**
Action Sociale - Chèques-taxi à valeur universelle sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale - Projet de convention pour l'année 2017 - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que cette convention prévoit que la Région de Bruxelles-Capitale organise un service de chèque-taxi applicable sur tout le territoire de la Région;

Considérant que dans ce cadre la Région de Bruxelles-Capitale octroie une subvention spéciale à l'occasion de l'acquisition par la Commune de chèques-taxis à valeur universelle et permettant aux personnes à mobilité réduite ou à faible revenu de les utiliser tel que défini à l'article 1 ;

Considérant que le montant de la subvention est estimé à 29.615,00 EUR;

Considérant que la subvention de 29.615,00 EUR sera liquidée en deux tranches. Une première tranche de 26.653,50 EUR (90%) sera liquidée sur la base d'une déclaration de créance accompagnée du budget prévisionnel, après la notification du présent arrêté à la commune bénéficiaire (N° du D.C.: 64/2017 - article budgétaire à créer) ;

Considérant que le solde correspondant à 2.961,50 EUR (10%) sera liquidé sur présentation d'une déclaration de créance, accompagnée de la preuve du paiement des chèques-taxis à la société responsable de ces chèques et de la preuve de l'utilisation effective des chèques-taxis par les bénéficiaires finaux sur base du rapport établi par la société responsable des chèques-taxis qui les récupère après leur utilisation. Le montant de la seconde tranche sera calculé sur base du nombre de chèques-taxis effectivement utilisés ;

Considérant quand à la date du 20 février 2017, la Région de Bruxelles Capitale a envoyé un projet de convention vu que le montant du subside alloué à notre commune est supérieur à 12.500,00 EUR et qu'il est obligatoire, en vertu des articles 12 et 13 de l'Ordonnance du 21 décembre 2007 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale que les nouvelles modalités d'octroi du subside soient approuvées par le Conseil communal.

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le projet de la convention réglant l'octroi d'une subvention spéciale à l'occasion de l'acquisition par la Commune de chèques-taxis à valeur universelle année 2017 et de transmettre un dossier complet à l'autorité subsidiante, c'est-à-dire la Région Bruxelles Capitale.

Le Conseil approuve le point.
33 votants : 33 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Sociale Actie - Taxicheques met universele waarde op het grondgebied van het
Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Ontwerpovereenkomst voor het jaar 2017 -
Goedkeuring.

DE RAAD,

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende de toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat deze overeenkomst voorziet dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een dienstverlening voor taxicheques organiseert die van toepassing is op het ganse grondgebied van het Gewest;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in dit kader een bijzondere toelage toekent tot de verdeling van taxicheques met universele waarde door de Gemeente, opdat personen met een beperkte mobiliteit of met een laag inkomen deze effectief kunnen gebruiken zoals bepaald in artikel 1 van deze overeenkomst;

Overwegende dat het bedrag van de subsidie geraamd is op 29.615,00 EUR;

Overwegende dat de subsidie van 29.615,00 EUR in twee schijven zal uitbetaald worden. Een eerste schijf van 26.653,50 EUR (90%) wordt uitbetaald op basis van een schuldvordering vergezeld van de begrotingsraming en dit na kennisgeving van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van de subsidie aan de begunstigde (Invorderingsrecht nr 64/2017 - begrotingsartikel te creëren);

Overwegende dat het saldo dat overeenstemt aan een bedrag van 2.961,50 (10%) maximum van het bedrag van de subsidie betaald zal worden na het indienen van een schuldvordering vergezeld van het betalingsbewijs van de taxicheques die effectief werden gebruikt door de eindbegunstigden op basis van een verslag dat opgesteld wordt door de verantwoordelijke firma van de taxicheques en die deze recupereert na hun gebruik. Het bedrag van de tweede schijf wordt bepaald op basis van de effectief gebruikte taxicheques;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 20 februari 2017 een ontwerp van overeenkomst heeft opgestuurd, vermits het bedrag van de aan onze gemeente toegekende subsidie meer bedraagt dan 12.500,00 EUR en dat het verplicht is, zoals bepaald in de artikels 12 en 13 van de Ordonnantie van 21 december 2007 met betrekking tot de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, om aan de Gemeenteraad de goedkeuring te vragen voor het toepassen van de modaliteiten betreffende de toekenning van subsidies;

BESLUIT :

Enig Artikel :

Het ontwerp van de overeenkomst goed te keuren die de toekenning van een bijzondere toelage regelt tot de verdeling van taxicheques met een universele waarde door de Gemeente en een compleet dossier over te maken aan de subsidiërende overheid, namelijk het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Action sociale - Séances de remplissage des déclarations à l'Impôt de personnes physiques 2017 - Protocole de collaboration.

LE CONSEIL,

Vu la demande du SPF Finances de renouveler l'expérience des permanences en vue d'aider au remplissage des déclarations fiscales 2017 - exercice 2016;
Considérant le souhait du SPF Finances de valider un protocole de fonctionnement par la conclusion d'une convention de collaboration ;
Prend connaissance du projet de convention établi par le SPF Finances ;
Considérant que ce projet a été examiné par notre service des affaires juridiques;

DECIDE :

Article unique :

d'approuver le projet de convention de collaboration entre le SPF Finances et l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean relative à l'organisation des séances de remplissage des déclarations à l'Impôt de personnes physiques 2017 – exercice 2016.

Expédition de la présente délibération sera transmise au SPF Finances.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Sociale Actie - Zitdagen voor het invullen van aangiften in de personenbelastingen 2017 - Samenwerkingsovereenkomst.

DE RAAD,

Gezien de aanvraag van de FOD Financiën om de ervaring van de permanenties te hernieuwen met het oog op de bijstand bij het invullen van de aangiften in de personenbelasting 2017 – dienstjaar 2016;

Gezien de wens van de FOD Financiën om een samenwerkingsovereenkomst tot regeling van het werkingsprotocol te valideren;

Neemt kennis van de ontwerpovereenkomst opgemaakt door de FOD Financiën;

Overwegende dat dit ontwerp nagezien werd door onze dienst juridische zaken

BESLUIT :

Enig artikel :

de ontwerp-samenwerkingsovereenkomst tussen de FOD Financiën en het Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek betreffende de inrichting van zitdagen voor het invullen van de aangiften in de personenbelasting 2017 – dienstjaar 2016, goed te keuren.

Onderhavige beraadslaging zal aan de FOD Financiën overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Le Conseil approuve le point.
33 votants : 33 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Nederlandstalig Onderwijs - Principiesbeslissing tot het vervangen van de huidige schoolraden 2017-2020.

DE RAAD,

Gelet op het Decreet van 2 april 2004 betreffende participatie op school en de Vlaamse Onderwijsraad, inzonderheid artikel 12§1, laatste lid;

Overwegende dat de huidige mandaten van de schoolraden normaliter aflopen op 31 maart 2017;

Overwegende dat de schoolraad wordt samengesteld, hetzij door verkiezingen, hetzij door aanduiding vanuit de ouderraad, de pedagogische raad en de leerlingenraad;

Overwegende dat er tot uiterlijk 10 februari 2017 de mogelijkheid is geboden om de oprichting van een ouderraad, pedagogische raad en een leerlingenraad te vragen via een bevraging die werd gecommuniceerd aan de ouders, de leerkrachten en de leerlingen;

Gezien de resultaten van de bevraging in de 5 Nederlandstalige gemeentelijke basisscholen blijkt dat er:

- geen vraag is gekomen van de ouders om een **ouderraad** op te richten voor school Windekind
- een vraag is gekomen van ten minste 10% en ten minste 3 ouders om een **ouderraad** op te richten voor school Paloke en De Knipoog
- er reeds een **ouderraad** is opgericht voor school Windroos en Regenboog
- geen vraag is gekomen van de personeelsleden om een **pedagogische raad** op te richten voor school Windroos, Regenboog, Windekind en Paloke
- een vraag is gekomen van minder dan 10% of minder dan 3 personeelsleden om een **pedagogische raad** op te richten voor school De Knipoog
- een vraag is gekomen van ten minste 10% en ten minste 3 leerlingen om een leerlingenraad op te richten voor school Regenboog, Windekind, De Knipoog, Paloke en Windroos
- geen vraag is gekomen van de leerlingen om een **leerlingenraad** op te richten voor school **Regenboog**
- een vraag is gekomen van minder dan 10% of minder dan 3 leerlingen om een **leerlingenraad** op te richten voor school Paloke
- er reeds een leerlingenraad is opgericht voor school Windroos, Windekind en De Knipoog

Overwegende dat er in de Nederlandstalige gemeentescholen bijgevolg enkel een deelraad, meer bepaald een ouderraad, in school Windroos en Regenboog zal bestaan;
Overwegende dat de schoolraad bijgevolg in school Windroos en Regenboog voor wat de geleding ouders betreft, door aanduiding zal worden samengesteld;
Overwegende dat de schoolraden bijgevolg, afhankelijk of een deelraad al dan niet wordt opgericht, door verkiezingen zullen worden samengesteld indien het aantal

kandidaturen voor de geleding ouders van de schoolraad en de geleding van het personeel van de schoolraad telkens meer dan 3 bedraagt, volgens de bepalingen uit het verkiezingsreglement voor de geleding ouders van de schoolraad en volgens de bepalingen uit het verkiezingsreglement voor de geleding van het personeel van de schoolraad, beide goedgekeurd door de gemeenteraad in de zitting van 18 november 2004;

Gezien het advies van de schoolraad;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT :

Enig artikel:

De ouderraad van school Windroos en Regenboog te machtigen om hun vertegenwoordiging in de schoolraad voor de geleding ouders in de gemeentelijke Windroos, Kortrijkstraat 52 en School Regenboog, Ulenstraat 83 te vernieuwen, en de schoolraden in de gemeentelijke Nederlandstalige onderwijsinstellingen,

- de Knipoog, de Zaadstraat 30, voor alle geledingen, zowel ouders als leerkrachten
- Paloke, Ninoofsesteenweg 100, voor alle geledingen, voor de ouders

te vernieuwen, door (eventuele) verkiezingen, afhankelijk van de binnengekomen kandidaturen.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

26.04.2017/A/0019 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement néerlandophone - Réglement examen de recrutement pour la fonction de directeur d'une école fondamentale communale néerlandophone - Modification.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Nederlandstalig onderwijs - Reglement aanwervingsexamen voor het ambt van directeur van een Nederlandstalige gemeentelijke basisschool - Aanpassing.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 28 februari 2008 waarin hij het reglement aanwervingsexamen voor het ambt van directeur van een Nederlandstalige gemeentelijke basisschool goedkeurde;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 29 september 2011 waarin hij de wijziging van het reglement aanwervingsexamen voor het ambt van directeur van een Nederlandstalige gemeentelijke basisschool goedkeurde;

Gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 16 februari 2012 waarin hij de wijziging van het reglement aanwervingsexamen voor het ambt van directeur van een Nederlandstalige gemeentelijke basisschool goedkeurde;

Gelet op de beslissing van het Schepencollege van 6 maart 2017 waarin deze de dienst 'Openbaar Onderwijs' gelast met de organisatie van een vergelijkend aanwervingsexamen met een wervingsreserve voor het ambt van directeur van een

Nederlandstalige gemeentelijke basisschool dat zal plaatsvinden op 4 mei 2017;
Gelet op het decreet rechtspositie personeelsleden gesubsidieerd onderwijs, artikel 4 §5 en artikel 42;
Gelet op het gemeentedecreet van 15 juli 2005, artikel 43 en afdeling III;
Gelet op de nieuwe gemeentewet;
Gezien het overleg goedgekeurd door het ABOC in datum van 30 maart 2017;

BESLUIT :

Enig artikel :

om de wijzigingen aan het reglement betreffende het aanwervingsexamen voor het ambt van directeur van een Nederlandstalige gemeentelijke basisschool goed te keuren.

Reglement aanwervingsexamen voor het ambt van directeur van een Nederlandstalige gemeentelijke basisschool.

Artikel 1 : De aanwervingsvoorwaarden voor het ambt van directeur basisonderwijs vast te leggen als volgt :

§ 1. Algemene decretale voorwaarden

- Houder zijn van het vereist of voldoende geacht bekwaamheidsbewijs vastgesteld voor dit specifiek bevorderingsambt overeenkomstig het besluit van de Vlaamse Regering van 27 juni 1990 betreffende de bekwaamheidsbewijzen, de weddeschalen en de bezoldigingsregeling in het gewoon kleuter-, lager- en basisonderwijs.
- Voldoen aan de algemene wervingsvoorwaarden van artikel 19 van het decreet Rechtspositie van 27 maart 1991.
- De betrekking uitoefenen in hoofdamt op het moment van de vaste benoeming.

§ 2 Aanvullende voorwaarden

- Op de uiterste inschrijvingsdatum een dienstanciënniteit van minstens vijf jaar verworven hebben in het Nederlandstalig onderwijs en onderwijsgerelateerde centra.
- De kandidaten dienen vertrouwd te zijn met de typisch Brusselse schoolproblematiek.
- Slagen voor een vergelijkend examen waarvan het programma vastgelegd wordt in artikel 3 van dit reglement. Om te slagen moet voor de selectieproef 60% van de punten behaald worden en voor elk onderdeel minstens 50% van het puntentotaal.
- De aanstelling gebeurt op proef. Uiterlijk op het einde van het tweede volledige schooljaar wordt de directeur die tijdens de proefperiode in de uitoefening van zijn ambt voldoening heeft geschonken en de betrekking in hoofdamt uitoefent, in vast verband benoemd.

Artikel 2 : De kandidaturen moeten bij aangetekend schrijven toegestuurd worden aan :

Het College van Burgemeester en Schepenen van Sint-Jans-Molenbeek
Dienst Openbaar Onderwijs
Graaf van Vlaanderenstraat 20
1080 Brussel

uiterlijk tegen een datum vastgesteld door het Schepencollege, op straffe van nietigheid. De poststempel geldt als bewijs.

De kandidatuurstelling dient vergezeld van de volgende documenten :

- curriculum vitae
- een uittreksel uit de geboorteakte
- een kopie van alle diploma's en getuigschriften
- een recent uittreksel uit het strafregister (het model art. 596.2 Sv - ex-model 2)
- een nationaliteitsbewijs (Belg of onderdaan van een Lidstaat van de Europese Unie of van de Europese Vrijhandelsassociatie) of een vrijstelling hebben verkregen
- dienstattesten

Het examen zal georganiseerd worden op een datum te bepalen door het Schepencollege.

Artikel 2bis: De oproep naar kandidaten toe zal zowel intern als extern plaatshebben.

Artikel 3 : Het programma van de selectieproef wordt als volgt vastgelegd :

A. Schriftelijk onderdeel

1° Administratieve proef

Toetsing van het inzicht in en de vertrouwdheid met de reglementering inzake het onderwijs en eventueel de gemeentewet.

De kandidaten mogen zich voorzien van de nodige wetteksten, weliswaar zonder op- of aanmerkingen en kunnen deze vrij raadplegen tijdens de proef. De wetgeving zal tevens kunnen ingezien worden via het Internet.

2° Pedagogische proef

Een verhandeling schrijven, waarin wordt gepeild naar de kennis van de kandidaat i.v.m. de situering van het basisonderwijs in het brede kader van het onderwijslandschap of omtrent een of andere onderwijskundige problematiek of samenvatting maken met persoonlijke commentaar bij uitspraken en standpunten of een verslag maken van bijgewoonde lesactiviteiten.

B. Psychosociaal technisch onderdeel

Toetsing communicatieve, sociale en leidinggevende vaardigheden aan het schoolspecifiek profiel eventueel door een externe organisatie.

C. Mondeling onderdeel

1° Algemene proef : Beoordeling van de kandidaat :

Toelichting curriculum vitae.

Motivatie van de kandidatuur.

Beantwoorden aan het goedgekeurde profiel voor het leidinggevend ambt.

2° Pedagogische proef

Uitdiepen en verder bespreken van het schriftelijk gedeelte.

Verhandeling toelichten, waarin wordt gepeild naar de kennis van de kandidaat voor wat betreft de situering van het basisonderwijs in het brede kader van het onderwijslandschap of omtrent een of andere onderwijskundige problematiek of uitspraken en standpunten in samenvatting verduidelijken

Mondelinge bevraging

Artikel 4 : Samenstelling van de examenjury

De jury is samengesteld uit een door het Schepencollege aan te duiden :

- voorzitter : afdelingshoofd openbaar onderwijs. Hij/zij is stemgerechtigd en zijn/haar stem is, in geval van staking van stemmen, doorslaggevend.
- secretaris : administratief medewerker, ambtenaar dienst Openbaar Onderwijs van minstens niveau B. Hij/zij heeft geen stemrecht.
- minstens drie leden : zij kunnen externe deskundigen zijn zoals vertegenwoordigers van OVSG, directeurs van gelijkwaardige onderwijsinstellingen, inspecteurs. Zij zijn ieder stemgerechtigd.

- waarnemers : zij kunnen gemeenteraadsleden zijn en syndicale afgevaardigden. De waarnemende leden maken geen deel uit van de jury en mogen evenmin aanwezig zijn op de deliberatie van de jury.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Le Conseil approuve le point.
33 votants : 33 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Nederlandstalig Onderwijs - De vacantverklaring bij de benoeming in
wervingsambt op 1.7.2017 en 1.10.2017.

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding;

Gezien de laatste wijziging op 5/01/2016 van de omzendbrief 13CC/VB/ML waarbij de vacante betrekkingen vóór 1 april van ieder schooljaar moeten worden meegedeeld aan alle personeelsleden;

Gelet op het artikel 35 van het hierboven vermeld decreet betreffende de voorrangsmatregelen;

BESLUIT :

Artikel 1:

de volgende betrekkingen vacant te verklaren aan de Nederlandstalige basisscholen op datum van 1 maart 2017:

School REGENBOOG :

17u vacante betrekking kleuter
160u vacante betrekking lager
8u vacante betrekking AN (anderstalige nieuwkomers)
0u vacante betrekking lichamelijke opvoeding
8u vacante betrekking katholieke godsdienst
4u vacante betrekking islamitische godsdienst
8u vacante betrekking protestantse godsdienst
4u vacante betrekking orthodoxe godsdienst
6u vacante betrekking zedenleer
0u vacante betrekking kinderverzorging
0u vacante betrekking administratief medewerker
5u vacante betrekking ICT-coördinator
1u vacante betrekking zorgcoördinator

School WINDEKIND :

0u vacante betrekking kleuter
74u vacante betrekking lager
3u vacante betrekking AN (anderstalige nieuwkomers)
0u vacante betrekking lichamelijke opvoeding
0u vacante betrekking katholieke godsdienst
0u vacante betrekking islamitische godsdienst
4u vacante betrekking protestantse godsdienst
0u vacante betrekking orthodoxe godsdienst
4u vacante betrekking zedenleer

0u vacante betrekking kinderverzorging
0u vacante betrekking administratief medewerker
0u vacante betrekking ICT-coördinator
0u vacante betrekking zorgcoördinator

School PALOKE :

20u vacante betrekking kleuter
10u vacante betrekking lager
8u vacante betrekking AN (anderstalige nieuwkomers)
0u vacante betrekking lichamelijke opvoeding
10u vacante betrekking katholieke godsdienst
4u vacante betrekking islamitische godsdienst
0u vacante betrekking protestantse godsdienst
2u vacante betrekking orthodoxe godsdienst
8u vacante betrekking zedenleer
0u vacante betrekking kinderverzorging
0u vacante betrekking administratief medewerker
0u vacante betrekking ICT-coördinator
0u vacante betrekking zorgcoördinator

School DE KNIPOOG :

121u vacante betrekking kleuter
108u vacante betrekking lager
0u vacante betrekking AN (anderstalige nieuwkomers)
0u vacante betrekking lichamelijke opvoeding
4u vacante betrekking katholieke godsdienst
2u vacante betrekking islamitische godsdienst
2u vacante betrekking protestantse godsdienst
2u vacante betrekking orthodoxe godsdienst
4u vacante betrekking zedenleer
9u vacante betrekking kinderverzorging
16u vacante betrekking administratief medewerker
0u vacante betrekking ICT-coördinator
7u vacante betrekking zorgcoördinator

School WINDROOS :

0u vacante betrekking kleuter
58u vacante betrekking lager
15u vacante betrekking AN (anderstalige nieuwkomers)
0u vacante betrekking lichamelijke opvoeding
2u vacante betrekking katholieke godsdienst
12u vacante betrekking islamitische godsdienst
0u vacante betrekking protestantse godsdienst
0u vacante betrekking orthodoxe godsdienst
0u vacante betrekking zedenleer
7u vacante betrekking kinderverzorging
0u vacante betrekking administratief medewerker
3u vacante betrekking ICT-coördinator
5u vacante betrekking zorgcoördinator

De Raad keurt het punt goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

26.04.2017/A/0021 **Département Services généraux et Démographie**
Communication - Brussels International Guitar Festival & Competition 2017 -
Intervention financière de la commune.

LE CONSEIL,

Vu la demande de soutien pour l'organisation de la 6^e édition des « Brussels International Guitar Festival & Competition », reçue le 16 mars 2017 de la part de l'ASBL « Duel Productions - Hugues Navez », sise au n°3 de l'avenue Henri Hollevoet à 1080 Bruxelles, n° d'entreprise BE0445.594.838, représentée par son président, Hugues Navez ;

Considérant que cet événement se déroulera du 21 au 25 avril 2017 au Théâtre du Vaudeville à Bruxelles ;

Considérant que les demi-finales de la compétition de guitare se dérouleront le samedi 15 avril 2017 au Château du Karreveld, avec l'entrée gratuite pour le public ;

Considérant qu'à travers la localisation des demi-finales et son public, cet événement est de nature à apporter à la commune de la notoriété et de la publicité positive ;

Considérant que le festival propose également un spectacle pour enfants, « Les trésors du Monde » par la compagnie française « Dans les Bacs à Sable », sur la découverte des chants et danses du monde, au Vaudeville, les dimanche 23 avril (familles) et lundi 24 avril 2017 (séance scolaire, gratuit) ;

Considérant qu'à ce jour, l'Ecole communale n°1 s'est inscrite à la séance scolaire du spectacle « Les Trésors du Monde » ;

Considérant que le budget prévisionnel des « Brussels International Guitar Festival & Competition » est de 88.300 EUR ;

Considérant qu'en raison des délais, la décision de soutien par la commune ne pouvait intervenir avant la tenue de l'événement ;

Considérant que l'organisateur a toutefois inclus le soutien de la commune dans son plan de communication, en apposant le logo sur les supports et relais suivants : site Internet (français, néerlandais, anglais), actif depuis la mi-février jusqu'en novembre 2017 ; 25.000 flyers et 4.000 affiches (diffusion dans les académies, les conservatoires, les médiathèques, les salles de concerts et un grand nombre d'écoles, ainsi que dans des lieux publics dans toute la Belgique et sur du mobilier urbain en région bruxelloise via des sociétés de distribution spécialisées) ; sur les canaux digitaux du festival (facebook et twitter) et sur la newsletter du festival (2.000 abonnés) ; dans les programmes distribués au public (2.500 exemplaires) ; sur les invitations VIP et dans le dossier envoyé à la presse ;

Considérant que ces explications sur la valorisation de l'image de la commune peuvent justifier un octroi a posteriori ;

Considérant que la commune pourrait apporter un soutien à hauteur de 1.000 EUR (mille euros) dans les frais généraux d'organisation du festival ;

Considérant que les crédits nécessaires à ce soutien sont disponibles à l'article « Manifestations et festivités – Subsidés aux organismes » (7630/332-02) du budget ordinaire 2017 ;

DECIDE

Article 1 :

d'accorder un soutien de 1.000 EUR dans les frais d'organisation de la 6^e édition des « Brussels International Guitar Festival & Competition », de l'ASBL « Duel Productions - Hugues Navez », sise au n°3 de l'avenue Henri Hollevoet à 1080 Bruxelles, au n° d'entreprise BE0445.594.838, et au n° de compte bancaire BE69 0001 0335 1678 ;

Article 2 :

de conditionner ce soutien à la présentation par l'ASBL « Duel Productions - Hugues Navez », représentée par son président, Hugues Navez, d'une déclaration de créance ;
Article 3 :

De réserver ce soutien sur l'article « Manifestations et festivités – Subsidies aux organismes » (7630/332-02) du budget ordinaire 2017.

Diffusion de la DCE : B9 - Finances – Receveur - Evénements

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 26 votes positifs, 7 abstentions.

Departement Algemene diensten en Demografie

Communicatie - Brussels International Guitar Festival & Competition 2017 - Financiele steun van de gemeente

DE RAAD,

Gelet op het dossier van steunaanvraag voor de organisatie van de 6de editie van “Brussels International Guitar Festival & Competition” ontvangen op 16 maart 2017 van de vzw “Duel Productions – Hugues Navez”, gelegen in de Henri Hollevoetlaan te 1080 Brussel, ondernemingsnummer BE0445.594.838, vertegenwoordigd door haar voorzitter Hugues Navez;

Overwegende dat dit evenement zal plaatsvinden van 21 tot 25 april 2017 in het Vaudevilletheater in Brussel;

Overwegende dat de halve finales van de gitaarwedstrijd zullen plaatsvinden op zaterdag 15 april 2017 in het Karreveldkasteel, met gratis toegang voor het publiek;

Overwegende dat door de localisatie van de halve finales en hun publiek, is dit evenement van nature om bekendheid en positieve reclame te verwerven voor de gemeente;

Overwegende dat het festival eveneens een spektakel voorstelt voor kinderen “Les Trésors du Monde” gebracht door het Franse gezelschap “Dans Les Bacs à Sable”, over de ontdekking van liederen en dansen uit de wereld op zondag 23 april (families) en op maandag 24 april 2017 (gratis, voor de scholen) in het Vaudevilletheater ;

Overwegende dat tot op heden, de Gemeenteschool nr 1 zich ingeschreven heeft voor de schoolvoorstelling « Les Trésors du Monde »;

Overwegende dat de voorbegroting van « Brussels International Guitar Festival & Competition » 88.300 EUR bedraagt ;

Overwegende dat de beslissing voor gemeentelijke steun, gezien de termijnen, zich niet kon voordoen voor het houden van dit evenement;

Overwegende dat de organisator echter de steun van de gemeente in zijn communicatieplan heeft opgenomen door het plaatsen van het logo op de volgende informatiedragers en relais : internetsite (Frans, Nederlands, Engels) actief sinds midden februari tot november 2017), 25 flyers en 4.000 affiches (verspreiding in de academies, de conservatoria, mediatheken, concertzalen en in een groot aantal scholen, alsmede in de openbare plaatsen over heel België en op stadsmeubilair in het Brussels Gewest via gespecialiseerde verdelingsverenigingen), op de digitale kanalen van het festival (Facebook en Twitter) en op de nieuwsbrief van het festival (2.000 abonnees), in de programma's uitgedeeld onder het publiek (2.500 exemplaren), op de VIP-uitnodigingen en in het dossier verstuurd naar de pers;

Overwegende dat deze verklaringen over de valorisatie van het beeld op de gemeente, een toekenning a posteriori kan rechtvaardigen ;

Overwegende dat de gemeente een steun zou kunnen verlenen ten bedrage van 1.000 EUR (duizend euro) voor de algemene organisatiekosten van het festival ;

Overwegende dat de noodzakelijke kredieten voor deze toelage beschikbaar zijn op het

artikel « Manifestaties en Festiviteiten - Subsidies aan de instanties » (7630 / 332-02) van de gewone begroting 2017 ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een steunverlening van 1.000 EUR toe te kennen voor de organisatiekosten van het « Brussels International Guitar Festival & Competition », van de VZW « Duel Productions – Hugues Navez » gelegen in de Henri Hollevoetlaan nr 3 te 1080 Brussel, met als ondernemingsnummer BE0445.594.838 en bankrekeningnummer BE69 0001 0335 1678 ;

Artikel 2 :

Deze steunverlening te linken aan de voorwaarde dat de VZW « Duel Productie – Hugues Navez », vertegenwoordigd door haar voorzitter Hugues Navez een schuldvordering indient ;

Artikel 3 :

Deze steuntoelage te reserveren op het artikel « Manifestaties en Festiviteiten – Subsidies aan de instanties » (7630/332-02) van de gewone begroting 2017.

Kennisgeving van beraadslaging : B9 – Financiën – Ontvanger – Evenementen

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 26 positieve stemmen, 7 onthoudingen.

26.04.2017/A/0022 **Département Services généraux et Démographie**
Communication - Cérémonie des Machins du Cinéma belge - Intervention financière de la commune.

LE CONSEIL,

Vu le dossier de demande de soutien pour l'organisation de la 6^e édition des « Machins, les petits prix du cinéma belge », le vendredi 3 février 2017, par l'ASBL « Les Machins », sise au n°97 de la rue Général Leman à 1040 Bruxelles, N° d'entreprise BE0643851950, représentée par son président, Julien Beauvois ;

Considérant que les « Machins » sont les prix « off », alternatifs aux « Magritte », du cinéma belge ;

Considérant qu'après cinq éditions à Bruxelles (Cercle des Voyageurs, La Tentation et Bozar), l'édition 2017 s'est déroulée à Molenbeek-Saint-Jean, à La Bodega, rue de Birmingham, 30 ;

Considérant que l'événement a réuni près de mille professionnels du cinéma et de l'audiovisuel : acteurs, réalisateurs, producteurs, journalistes et techniciens ;

Considérant qu'à travers sa localisation et son public, cet événement était de nature à apporter à la commune de la notoriété et de la publicité positive ;

Considérant que le plan de financement de l'événement se monte à 20.265 EUR ;

Considérant que cet événement est organisé de manière bénévole ;

Considérant qu'en raison des délais, la décision de soutien par la commune n'a pu intervenir avant la tenue de l'événement ;

Considérant que les organisateurs ont toutefois inclus le soutien de la commune dans leur plan de communication ;

Vu le courrier électronique transmis le 9 mars 2017 par les organisateurs au service Communication, détaillant la manière dont a eu lieu la valorisation de la commune, à savoir que le nom de la commune a été cité lors de la présentation sur scène du

programme de la soirée au public ;
Considérant que le logo de la commune a également été projeté au long de la cérémonie sur le grand écran d'accueil ;
Considérant que l'événement a également fait l'objet d'une captation par la chaîne NoTélé et a par ailleurs été regardé par plus de 9.000 personnes sur les réseaux sociaux ;
Considérant que ces explications, pouvant être vérifiées via les réseaux sociaux, peuvent justifier un octroi a posteriori ;
Considérant que la commune pourrait apporter un soutien à l'événement à hauteur de 200 EUR (deux cents euros) ;
Considérant que les crédits nécessaires à ce soutien dans les frais d'organisation de la 6^e édition des « Machins » sont disponibles à l'article « Manifestations et festivités – Subsidés aux organismes » (7630/332-02) du budget ordinaire 2017 ;
Sur proposition du Collège échevinal ;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un soutien de 200 EUR dans les frais d'organisation de la 6^e édition des « Machins, les petits prix du cinéma belge », à l'ASBL « Les Machins », sise au n°97 de la rue Général Leman à 1040 Bruxelles, dont le n° d'entreprise est BE0643851950 et le n° de compte bancaire est BE52 3631 5605 0509 ;

Article 2 :

De conditionner ce soutien à la présentation par l'ASBL « Les Machins », représentée par son président, Julien Beauvois, d'une déclaration de créance ;

Article 3 :

De réserver ce soutien sur l'article « Manifestations et festivités – Subsidés aux organismes » (7630/332-02) du budget ordinaire 2017.

Diffusion de la DCE : B9 - Finances - Receveur

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 26 votes positifs, 7 abstentions.

Departement Algemene diensten en Demografie

Communicatie - Ceremonie Machins du Cinéma belge - Financiële tussenkomst van de gemeente.

DE RAAD,

Gelet op het dossier van de steunaanvraag voor de organisatie van de 6^{de} editie van "*Machin, les petits prix du cinéma belge*", op vrijdag 3 februari 2017 door de vzw "Les Machins", gelegen Generaal Lemanstraat 97 te 1040 Brussel, ondernemingsnummer BE0643851950, vertegenwoordigd door haar voorzitter, Julien Beauvois;

Overwegende dat de "Machin-prijzen", de "off" prijzen van de Belgische cinema zijn, alternatieven voor de "Magritte-prijzen";

Overwegende dat na vijf edities in Brussel (Cercle des Voyageurs, La Tentation en Bozar), deze editie 2017 in Sint-Jans-Molenbeek plaatsvond, in de Bodega, Birminghamstraat 30;

Overwegende dat dit evenement bijna duizend professionelen van cinema en audiovisueel samenbrengt: acteurs, regisseurs, producers, journalisten en technici;

Overwegende dat dit evenement, door zijn locatie en doelgroep, bekendheid en positieve reclame met zich meebrengt voor de gemeente;

Overwegende dat het financieringsplan van het evenement 20.265 EUR bedraagt;
Overwegende dat dit evenement op vrijwillige manier georganiseerd wordt;
Overwegende dat door de termijnen, de beslissing van de gemeentelijke steun niet genomen kon worden voor het plaatsvinden van het evenement ;
Overwegende dat de organisatoren echter de steun van de gemeente in hun communicatieplan hebben opgenomen;
Gezien de e-mail van 9 maart 2017 van de organisatoren, overgemaakt aan de dienst Communicatie met de gedetailleerde wijze van de valorisatie van de gemeente, te weten dat de naam van de gemeente geciteerd werd op het podium bij de presentatie van het programma aan het publiek;
Overwegende dat het gemeentelijk logo eveneens geprojecteerd werd gedurende de hele ceremonie op het grote onthaalscherm;
Overwegende dat de gebeurtenis eveneens het onderwerp was van een uitzending door het televisienet No Télé en overigens ook bekeken werd door meer dan 9.000 personen op de sociale netwerken;
Overwegende dat deze verklaringen met mogelijkheid tot controle via de sociale netwerken, kunnen een toekenning a posteriori rechtvaardigen ;
Overwegende dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek het evenement kan ondersteunen met een bedrag van 200 EUR (tweehonderd euro);
Overwegende dat de beschikbare kredieten voor deze steun in de organisatiekosten van de 6^{de} editie van "Machins" beschikbaar zijn op het artikel "Manifestaties en festiviteiten – Subsidies aan organismen" (7630/332-02) van de gewone begroting 2017;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een subsidie van 200 EUR toe te kennen voor de organisatiekosten van de 6^{de} editie van "*Machins, les petits prix du cinéma belge*" aan de vzw "Les Machins", gelegen in de Generaal Lemanstraat 97 te 1040 Brussel met het ondernemingsnummer BE0643851950 en het bankrekeningnummer BE52 3631 5605 0509;

Artikel 2 :

Deze subsidie te linken aan de voorlegging van een schuldvordering en de juiste bewijsstukken door de vzw "Les Machins" vertegenwoordigd door haar voorzitter, Julien Beauvois;

Artikel 3 :

Deze subsidie te reserveren op het artikel "Manifestaties en festiviteiten – Subsidies aan organismen" (7630/332-02) van de gewone begroting 2017.

Overmaken van de beraadslaging aan B9 - Financiën - Ontvanger.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 26 positieve stemmen, 7 onthoudingen.

26.04.2017/A/0023 **Prévention et Vie Sociale**
Cultures - Cercle Bruxelles Ouest Philatélie - Octroi de subsides.

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à l'octroi de subsides établi par le Conseil communal en séance du 19 avril 1984 et devenu exécutoire le 26 juillet 1984 (cf. lettre du Ministère de la

Région bruxelloise – ref. IV-12-472.04 – 452/84) ;

Vu la demande du Cercle Bruxelles Ouest Philatélie, société de fait représentée par Madame Janine Skwarek, rue Corneille Declercq 8 à 1090 Jette et dont le lieu de réunion se situe au « Chalet du Tennis », rue Charles Malis 1 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - n° de compte BE37 8002 1068 8728, pour l'obtention d'un subside de 500 € pour leur 50 ans d'existence ;

DECIDE :

Article unique :

D'octroyer un subside de 500 € au Cercle Bruxelles Ouest Philatélie, société de fait représentée par Madame Janine Skwarek, rue Corneille Declercq 8 à 1090 Jette et dont le lieu de réunion se situe au « Chalet du Tennis », rue Charles Malis 1 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - n° de compte BE37 8002 1068 8728 et de réserver la dépense de 500 € à l'article 7620/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2017.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 26 votes positifs, 7 abstentions.

Preventie en Sociale Leven

Culturen - Kring Filatelie Brussel-West - Toekenning van een subsidie.

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de toekenning van subsidies, dat opgemaakt is door de Gemeenteraad, in zitting van 19 april 1984, en dat uitvoerbaar geworden is op 26 juli 1984 (cf. brief van het "Ministerie van het Brussels Gewest" – ref. IV-12-472.04 – 452/84) ;

Gelet de aanvraag van de Kring Filatelie Brussel-West, feitelijke vereniging, vertegenwoordigd door Mevrouw Janine Skwarek, Corneille Declercqstraat 8 , 1090 Brussel en waarvan de ruimte voor bijeenkomsten zich in het « Chalet van de Tennis » bevindt , Charles Malisstraat 1 à 1080 Sint-Jans-Molenbeek - rekeningnummer BE37 8002 1068 8728 voor het bekomen van een subsidie van 500€ voor hun 50jarig bestaan ;

BESLUIT :

Enig artikel :

Een subsidie voor een bedrag van 500,00 EUR toe te kennen aan de Kring Filatelie Brussel-West , feitelijke vereniging, vertegenwoordigd door Mevrouw Janine Skwarek, Corneille Declercqstraat 8 , 1090 Brussel en waarvan de ruimte voor bijeenkomsten zich in het « Chalet van de Tennis » bevindt, Charles Malisstraat 1 à 1080 Sint-Jans-Molenbeek - rekeningnummer BE37 8002 1068 8728 en de uitgave van 500,00 EUR in te schrijven onder artikel 7620/332/02 van de gewone begroting 2017.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 26 positieve stemmen, 7 onthoudingen.

26.04.2017/A/0024 **Prévention et Vie Sociale**
Cultures - Asbl LAB[au] - Octroi de subsides.

LE CONSEIL,

Vu le règlement relatif à l'octroi de subsides établi par le Conseil communal en séance du 19 avril 1984 et devenu exécutoire le 26 juillet 1984 (cf. lettre du Ministère de la Région bruxelloise – ref. IV-12-472.04 – 452/84) ;

Vu la demande de l'asbl LAB[au], représentée par Madame Els Vermang située Rue Vanderstichelen, 106 à 1080 Bruxelles, n° d'entreprise : 0475.210.720 - n° de compte BE31 2100 2270 8055, pour la plateforme d'expositions « Société » qui a pour objectif de présenter les arts numériques dans une perspective contemporaine ;

Considérant qu'un subside de 1000 € est demandé par l'asbl LAB[au] pour aider à la mise sur pied de 3 expositions en 2017 ;

Considérant que, vu la situation financière de l'Administration communale, il est préférable de limiter le subside au même montant que celui octroyé en 2015, soit 500 € ;

Considérant que de telles manifestations s'inscrivent dans la politique de la commune ;

DECIDE :

Article unique :

D'octroyer un subside de 500 € à l'asbl Lab[au], représentée par Madame Els Vermang située Rue Vanderstichelen, 106 à 1080 Bruxelles, n° d'entreprise : 0475.210.720 - n° de compte BE31 2100 2270 8055 et de réserver la dépense de 500 € à l'article 7620/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2017.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 26 votes positifs, 7 abstentions.

Preventie en Sociale Leven

Culturen - V.z.w. LAB[au] - Toekenning van een subsidie.

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de toekenning van subsidies, dat opgemaakt is door de Gemeenteraad, in zitting van 19 april 1984, en dat uitvoerbaar geworden is op 26 juli 1984 (cf. brief van het "Ministerie van het Brussels Gewest" – ref. IV-12-472.04 – 452/84) ;

Gelet de aanvraag van de vzw LAB[au], vertegenwoordigd door Mevrouw Els Vermang, gevestigd in de Vanderstichelenstraat 106, 1080 Brussel, ondernemingsnummer : 0475.210.720 - rekeningnummer BE31 2100 2270 8055 voor het tentoonstellingsplatform « Samenleving » met als doelstelling om de digitale kunst in een hedendaags perspectief voor te stellen ;

Overwegende dat een subsidie van 1000€ gevraagd werd door vzw LAB[au] om de organisatie van 3 tentoonstellingen mogelijk te maken in 2017 ;

Overwegende dat het aangewezen is, gezien de financiële situatie van de Gemeentelijke administratie, de subsidie te beperken tot hetzelfde bedrag als datgene in 2015, namelijk 500€;

Overwegende dat dergelijke manifestaties passen binnen het kader van het gemeentelijk beleid;

BESLUIT :

Enig artikel :

een subsidie voor een bedrag van 500,00 EUR toe te kennen aan de v.z.w. «LAB[au]», gevestigd Vanderstichelenstraat 106 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek – Verantwoordelijke

Mevrouw VERMANG Els – bedrijfsnummer : 0475.210.720 – rekeningnummer BE31 2100 2270 8055 en de uitgave van 500,00 EUR in te schrijven onder artikel 7620/332/02 van de gewone begroting 2017 ;

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 26 positieve stemmen, 7 onthoudingen.

Hassan Ouassari entre en séance / treedt in zitting

26.04.2017/A/0025 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Sports - Octroi d'un subside à l'asbl « Belgium Plays 4 Peace ».

LE CONSEIL,

Considérant que l'asbl a pour but la promotion du sport en général et de mettre en avant le sport comme vecteur de développement, de socialisation et de paix ;

Considérant que cette asbl souhaite organiser les 18 et 19 mars prochain, la 3^{ème} édition de « Brussels Play 4 Peace » à Tour & Taxis ;

Considérant que les objectifs de cet événement sont de promouvoir le sport comme vecteur de socialisation, de dialogue, d'éducation et de partage, de favoriser les relations interculturelles et interindividuelles par le sport et d'acheter du matériel sportif pour les clubs, associations et orphelinats dans le besoin en Belgique et dans le monde ;

Considérant la gratuité des activités physiques et sportives organisées ce jour-là ;

Considérant les effets positifs et significatifs sur les relations qui se sont nouées entre publics issus de cultures et de religions différentes lors de l'édition 2016 ;

Considérant l'impact médiatique considérable et l'affluence notoire (plus de 3000 participants) lors de la dernière édition ;

Considérant qu'associer la commune de Molenbeek-Saint-Jean à un tel événement produira un effet positif remarquable sur son image ;

Considérant qu'il convient d'encourager cette association dans sa démarche citoyenne et sportive ;

Considérant les crédits disponibles à l'article 7640/332/02 du budget ordinaire de l'exercice en cours ;

DECIDE :

Article 1 :

d'accorder un subside d'un montant de 1500,00 EUR à l'asbl Belgium Plays 4 Peace (n° 0643.628.850), sise Grand'rue, 105, à 1457 Walhain, pour l'aider à organiser Brussels Play 4 Peace ;

Article 2 :

de réserver la dépense à l'article 7640/332/02 (subsidés aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n° de compte : BE60 3631 5627 0070 de l'association.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Sport - Toekenning van een subsidie aan de vzw "Belgium Plays 4 Peace".

DE RAAD,

Overwegende dat de vzw als doel heeft om sport in het algemeen te bevorderen en om sport als overbrenger van ontwikkeling, socialisering en vrede op de voorgrond te plaatsen,

Overwegende dat deze vzw wenst op 18 en 19 maart aanstaande, de 3de editie van "Brussels Play 4 Peace" te organiseren, in Tour en Taxis;

Overwegende dat de doelstellingen van dit evenement de bevordering van sport als overbrenger van socialisering, dialoog, opvoeding en het delen zijn, om interculturele en individuele betrekkingen te bevorderen via sport, en om sportmateriaal aan te kopen voor de clubs, verenigingen en behoeftige weeskinderen in België en in de wereld;

Overwegende het gratis karakter van de lichamelijke en sportactiviteiten georganiseerd op die dag;

Overwegende de positieve en betekenisvolle gevolgen op de betrekkingen die tussen het publiek uit verschillende culturen en godsdiensten werden aangeknoopt bij de editie 2016;

Overwegende de aanzienlijke media-impact en de algemeen bekende toeloop (meer dan 3000 deelnemers) bij de laatste editie;

Overwegende dat het associëren van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek met dergelijk evenement een opmerkelijk positief effect zal hebben op haar imago;

Overwegende dat het past deze vereniging aan te moedigen bij haar burgerlijke en sportieve ondernemingen;

Overwegende de beschikbare kredieten op het artikel 7640/332/02 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar;

BESLIST:

Artikel 1:

Een subsidie van een bedrag van 1500,00 EUR toe te kennen aan de vzw Belgium Plays 4 Peace (nr. 0643.628.850), gelegen Grand'rue, 105, te 1457 Walhain, om deze te helpen bij de organisatie van Brussels Play 4 Peace ;

Artikel 2:

De uitgave te reserveren op het artikel 7640/332/02 (subsidie aan organismen) van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer: BE60 3631 5627 0070 van de vereniging.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

26.04.2017/A/0026 **Département Services généraux et Démographie**
Relations internationales - Octroi d'un subside l'Institut des Filles de Marie - Séjour en Israël-Palestine.

LE CONSEIL,

Vu la note d'orientation politique sectorielle inscrite dans une réelle politique de solidarité internationale en soutenant modestement un partage d'expérience et de bonnes pratiques avec d'autres pouvoirs locaux du Sud notamment en termes de bonne gouvernance, d'éducation, de participation citoyenne, de culture, d'environnement ou de santé ;

Vu que ces échanges doivent s'inscrire dans une logique d'ouverture au monde à travers notamment l'implication des pouvoirs publics locaux qui seront les garants d'un développement durable, sur le long-terme ;

Vu que la note d'orientation politique définit également les différentes missions du service des Relations internationales, à savoir de favoriser les partenariats avec les écoles et le monde associatif afin de sensibiliser la jeunesse Bruxelloise à la solidarité internationale et à l'interdépendance des régions du monde et de la réalité économique, sociale, culturelle, environnementale des pays dits « en voie de développement » ;

Vu le dossier introduit par Laurent Stéphanie enseignante à l'institut Filles de Marie à Saint-Gilles relatif à un soutien financier de 2 Molenbeekois (Mohammed Manet et Yanneta Kucherenko), dans le cadre d'un échange du 19 avril au 26 avril 2017, dans le but de la découverte, la participation à des enjeux citoyens tout en effectuant une participation collective sur l'estime et l'identité des jeunes.

Considérant que l'institut des Filles de Marie poursuit des objectifs favorisant l'inclusion sociale, le vivre ensemble et la déconstruction des stéréotypes ;

Considérant que cette école vise un public constitué de jeunes issus de quartiers;

Considérant que le voyage aura lieu en Mi-avril ;

Sur proposition du Collège échevinal;

DECIDE :

Article 1 :

D'accorder un subside d'un montant de 500 EUR à l'institut des Filles de Marie à Saint-Gilles (0429.413.852), 8 Rue Theodore Verhaegen, afin de les aider à organiser leur séjour à Israël-Palestine;

Article 2 :

De réserver la dépense à l'article 1500/332/32 du budget ordinaire de l'exercice en cours et de verser le montant sur le n°BE89068051183085.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Internationale Betrekkingen - Toekenning van een subsidie aan het Instituut des Filles de Marie - Verblijf in Israël-Palestina.

DE RAAD,

Gelet op de sectorale politieke beleidsnota ingeschreven in een werkelijk beleid van internationale solidariteit via de bescheiden ondersteuning van een verdeling van ervaringen en goede praktijken met andere lokale overheden van het Zuiden, vooral in termen van goed bestuur, onderwijs, burgerparticipatie, cultuur, leefmilieu of gezondheid;

Gelet op het feit dat deze uitwisselingen dienen ingeschreven te worden in een logica

van opening aan de wereld via voornamelijk het bijtrekken van de plaatselijke openbare besturen die garant staan voor een duurzame ontwikkeling, op lange termijn; Gelet op het feit dat de politieke oriëntatienota eveneens de verschillende taken omschrijft van de dienst Internationale Betrekkingen, te weten de bevordering van de partnerschappen met de scholen en het verenigingswezen teneinde de Brusselse jeugd te sensibiliseren voor de internationale solidariteit en de onderlinge afhankelijkheid van de wereldstreken en de economische, sociale, culturele en milieugebonden realiteit van de zogenaamde "ontwikkelingslanden";

Gelet op het dossier ingediend door Laurent Stéphanie, leerkracht aan het Institut Filles de Marie te Sint-Gillis, betreffende een financiële ondersteuning van 2 Molenbekenaren (Mohammed Manet en Yanneta Kucherenko), in het kader van een uitwisseling van 19 april tot 26 april 2017, met als doelstelling de ontdekking, de deelname aan de burgeruitdagingen via de realisatie van een collectieve deelname over respect en identiteit van de jongeren;

Overwegende dat het Institut Filles de Marie doelstellingen beoogt tot bevordering van de sociale insluiting, het samenleven en het uitbannen van stereotypen;

Overwegende dat deze school een doelgroep beoogt van jongeren afkomstig uit benadeelde wijken;

Overwegende dat de reis midden april plaatsvindt;

Op voorstel van het Schepencollege;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een subsidie van een bedrag van 500 EUR toe te kennen aan het Institut des Filles de Marie te Sint-Gillis (0429.413.852), Theodore Verhaegenstraat 8, teneinde deze te helpen bij de organisatie van een verblijf in Israël-Palestina;

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op het artikel 1500/332/32 van de gewone begroting van het lopende dienstjaar en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE89068051183085.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

26.04.2017/A/0027 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Jeunesse - Octroi d'un subside exceptionnel à l'ASBL Marche à suivre pour son stage atelier de Marionnettes.

LE CONSEIL,

Vu le courriel du 27 mars 2017 de demande de subside de l'asbl Marche à suivre pour son stage atelier de Marionnettes du 10 au 14 avril 2017;

Considérant que ce stage se tiendra dans les locaux du Brass' Art Digitaal Café;

Considérant qu'une douzaine d'enfants âgés entre 9 et 12 ans participeront à ce stage dont 6 molenbeekoïes;

Considérant que lors de ce stage, les enfants participeront à des jeux ludiques pour se connaître, fabriqueront leur marionnettes et créeront un spectacle pour clôturer leur

stage;

Considérant qu'un subside de 300,00 EUR pourrait être octroyé par le Service Jeunesse;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2017.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins.

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver l'octroi d'un subside de 300,00 EUR à l'asbl Marche à suivre, située 93 rue Joseph Coosemans à 1030 Bruxelles, titulaire du compte bancaire BE45 2100 3072 3689, dont le numéro d'entreprise est le 0472.922.807, pour son stage atelier de Marionnettes;

Article 2 :

De réserver la somme de 300,00 EUR à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2017.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Jeugd - Toekenning van een buitengewone subsidie aan de VZW "Marche à suivre" voor haar workshop van Marionnetten.

DE RAAD,

Gelet op de mail van 27 maart 2017 voor de subsidieaanvraag van de vzw "Marche à suivre" voor haar workshop van Marionnetten van 10 tot 14 april 2017;

Overwegende dat deze stage gehouden wordt in de lokalen van Brass'Art Digitaal Café;

Overwegende dat een twaalfstal jongeren tussen 9 en 12 jaar zullen deelnemen aan deze stage, onder wie 6 Molenbekenaren;

Overwegende dat de kinderen tijdens deze stage zullen deelnemen aan leuke spelletjes om elkaar te leren kennen, hun marionetten maken en een optreden voorzien om de stage af te sluiten;

Overwegende dat een subsidie van 300,00 EUR zou kunnen toegekend worden

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op het artikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2017;

Op voorstel van het college van de Burgemeester en de schepenen.

BESLUIT :

Artikel 1 :

De toekenning goed te keuren van een subsidie van 300,00 EUR aan de vzw "Marche à suivre", gelegen 93 Joseph Coosemansstraat te 1030 Brussel, houder van de bankrekening met nr. BE45 2100 3072 3689, met als ondernemingsnummer 472.922.807, voor haar workshop van Marionnetten;

Artikel 2 :

Het bedrag van 300,00 EUR te verrekenen op begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2017.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

26.04.2017/A/0028 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Jeunesse - Octroi d'un subside exceptionnel à l'ASBL Ras El Hanout pour son événement théâtral du 23 avril 2017.

LE CONSEIL,

Vu le courriel du 01 avril 2017 de demande de subside de l'asbl Ras El Hanout pour l'organisation de son événement théâtral du 23 avril 2017;

Considérant que la pièce « Quatre murs et cinq fenêtres – l'âgisme et son contraire » sera jouée à L'épicerie – Centre éducatif et culturel situé à Molenbeek;

Considérant que cette pièce est née du projet de recherche effectué par le CREMIS (Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté) et de la collaboration avec l'asbl Ras El Hanout;

Considérant que la mise en scène de la pièce s'articule autour du tribunal populaire interactif, le public (jeunes et aînés) est amené à débattre des propositions qui lui sont soumises à l'issue de chaque scène;

Considérant qu'un subside de 500,00 EUR pourrait être octroyé par le Service Jeunesse et 250,00 EUR par le Service de l'Action sociale;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits aux articles budgétaires 7610/332/02 et 8710/332/02 de l'exercice 2017.

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins.

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver l'octroi d'un subside de 750,00 EUR à l'asbl Ras El Hanout, située 565 rue Van Soust à Molenbeek, titulaire du compte bancaire BE95 9797 8588 9658, dont le numéro d'entreprise est le 0823.548.608, pour son événement théâtral du 23 avril 2017.

Article 2 :

De réserver la somme de 500,00 EUR à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2017 et la somme de 250,00 EUR à l'article budgétaire 8710/332/02 de l'exercice 2017.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.
34 votants : 34 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Jeugddienst - Toekenning van een uitzonderlijke subsidie aan de VZW Ras El

Hanout voor haar theaterevenement op 23 april 2017.

DE RAAD,

Gelet op de mail van 1 april 2017 voor een subsidieaanvraag door de vzw Ras El Hanout voor haar theaterevenement op 23 april 2017;

Overwegende dat het toneelstuk “Quatre murs et cinq fenêtres – l’âgisme et son contraire” wordt gespeeld in L’épicerie – Educatief en cultureel centrum gelegen te Molenbeek;

Overwegende dat dit toneelstuk voortgekomen is uit een onderzoek uitgevoerd door CREMIS (Centre de recherche de Montréal sur les inégalités sociales, les discriminations et les pratiques alternatives de citoyenneté) en de samenwerking met de vzw Ras El Hanout;

Overwegende dat de opvoering van het toneelstuk een interactieve volkse rechtbank voorstelt, dat het publiek (jongeren en ouderen) dient te debatteren over de voorstellen die aan hen worden voorgelegd na iedere scène;

Overwegende dat een subsidie van 500,00 EUR door de dienst Jeugd en van 250,00 EUR door de dienst Sociale Actie zouden kunnen toegekend worden;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven worden in de begrotingsartikelen 7610/332/02 en 8710/332/02 van het dienstjaar 2017;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST :

Artikel 1 :

De toekenning van een subsidie van 750,00 EUR aan de vzw Ras El Hanout, gelegen 565 Van Souststraat te Molenbeek, titularis van de bankrekening nr. BE95 9797 8588 9658, met als ondernemingsnummer 0823.548.608, voor haar theaterevenement op 23 april 2017;

Artikel 2 :

Een edrag van 500,00 EUR te reserveren op het begrotingsartikel 7610/332/02 het dienstjaar 2017 en een bedrag van 250,00 EUR te reserveren op het begrotingsartikel 8710/332/02 het dienstjaar 2017.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

26.04.2017/A/0029 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Jeunesse - Subside exceptionnel - ASBL Artisans du Sud - Voyage culturel à Marseille.

LE CONSEIL,

Vu le courriel du 6 mars 2017 de l’asbl Artisans du Sud pour son projet voyage culturel à Marseille du 31/03 au 06/04/2017;

Considérant que ce projet s’adresse aux étudiants molenbeekoïses âgés entre 15 et 21 ans;

Considérant que ce projet s'inscrit dans une thématique d'insertion sociale et de stigmatisation des jeunes de quartiers populaires;

Considérant que des rencontres avec des jeunes, des éducateurs de rue et ce dans différents quartiers de Marseille sont programmées;

Considérant que des excursions et des échanges culturels sont notamment prévus;

Considérant qu'un subside de 1.500,00 EUR pourrait être octroyé pour couvrir une partie des frais du voyage;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2017;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins.

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver l'octroi d'un subside de 1.500,00 EUR à l'asbl Artisans du Sud, située Avenue de Jette, 212 à Jette, dont le numéro d'entreprise est le 0866 597 604 et titulaire du compte bancaire BE38 001-5781390-72, pour son voyage culturel à Marseille;

Article 2 :

De réserver la somme de 1.500,00 EUR à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2017.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Jeugdendienst - Toekenning van een uitzonderlijke subsidie - VZW Artisans du Sud -
Culturele reis naar Marseille.**

DE RAAD,

Gelet op de mail van 6 maart 2017 van de vzw Artisans du Sud voor haar project van een culturele reis naar Marseille van 31/03 tot 06/04/2017;

Overwegende dat dit project gericht is tot de Molenbeekse studenten tussen 15 en 21 jaar;

Overwegende dat dit project ingeschreven staat in een thematiek van sociale inschakeling en stigmatisering van jongeren uit volkswijken;

Overwegende dat er ontmoetingen zijn gepland met jongeren en straathoekwerkers, en dit, in verschillende wijken van Marseille;

Overwegende dat er voornamelijk culturele uitstappen en uitwisselingen gepland zijn;

Overwegende dat een subsidie van 1.500,00 EUR kan toegekend worden om een deel van de kosten van de reis te dekken;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven worden in het begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2017;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen.

BESLIST :

Artikel 1 :

De toekenning van een subsidie van 1.500,00 EUR aan de vzw Artisan du Sud,

gelegen Jetselaan, 212 te Jette, titularis van de bankrekening nr. BE38 001-5781390-72, met als ondernemingsnummer 0866 597 604, voor haar project reis naar Marseille;
Artikel 2 :

Het bedrag van 1.500,00 EUR te reserveren op het begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2017.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

26.04.2017/A/0030 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Jeunesse - Subside exceptionnel - Paroisse Saint-Charles Borromée - Colonie de vacances.

LE CONSEIL,

Vu le courriel du 03 avril 2017 de la Paroisse Saint-Charles Borromée, située 13 Avenue du Karreveld à Molenbeek, concernant une demande de subside pour la colonie de vacances de juillet 2017;

Considérant que durant le séjour une trentaine de jeunes âgés de 5 à 17 ans reçoivent une formation religieuse, civique, morale et intellectuelle;

Considérant qu'un subside de 600,00 EUR pourrait être octroyé pour couvrir une partie des frais de la colonie;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2017;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver l'octroi d'un subside de 600,00 EUR à la Paroisse Saint Charles Borromée, située 13 Avenue du Karreveld à Molenbeek, titulaire du compte bancaire BE14 3100 1974 8983, dont le numéro d'entreprise est le 408067023 pour la colonie de vacances de juillet 2017.

Article 2 :

De réserver la somme de 600,00 EUR à l'article budgétaire 7610/332/02 de l'exercice 2017.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Jeugd - Toekenning van een buitengewone subsidie - Paroisse Saint-Charles Borromée - Zomerkamp.

DE RAAD,

Gelet op de mail van 03 april 2017 van de Parochie van Saint-Charles Borromée, gelegen Karreveldlaan 13 te Molenbeek, betreffende een subsidieaanvraag voor haar vakantiekolonie van juli 2017;

Overwegende dat tijdens het verblijf, een dertigtal jongeren van 5 tot 17 jaar een religieuze, burgerlijke, morele en intellectuele opleiding krijgen;

Overwegende dat een subsidie van 600,00 EUR zou kunnen toegekend worden om een deel van de kosten van de kolonie te dekken;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op het artikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2017;

Op voorstel van het college van de Burgemeester en de schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De toekenning goed te keuren van een subsidie van 600,00 EUR aan Parochie van Saint-Charles Borromée, gelegen Karreveldlaan 13 te Molenbeek, houder van de bankrekening met nr. BE14 310019748983, met als ondernemingsnummer 408067023, voor haar vakantiekolonie van juli 2017;

Artikel 2 :

Het bedrag van 600,00 EUR te verrekenen op begrotingsartikel 7610/332/02 van het dienstjaar 2017.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

26.04.2017/A/0031 **Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière**
Propriétés communales - Subvention communale accordée aux associations actives sur la Commune de Molenbeek-Saint-Jean en matière de logement - Exercice 2017 - ASBL Habitat & Participation.

LE CONSEIL,

Considérant que la Commune a réservé au budget ordinaire de l'exercice 2017 un montant de 18.000,00 EUR en vue de soutenir les associations actives sur son territoire en matière de logement ;

Vu la demande de subsides introduite auprès de la Commune par :

L'a.s.b.l. Habitat & Participation

Objet : demande de soutien financier de l'asbl pour l'organisation du 1^{er} Salon bruxellois de l'Habitat groupé/solidaire à la Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale le 21.05.2017

Subsides demandé : 5.000,00 EUR

Analyse de la demande : à travers la création de ce Salon, l'asbl souhaite promouvoir et soutenir ce type innovant d'habitat correspondant à une triple réalité bruxelloise : pression démographique, besoin de créer du lien social, difficultés à trouver un logement adapté pour un public vulnérable. ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 9220/332/02 du budget

ordinaire de l'exercice 2017 ;
Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 18.04.2017 ;

DECIDE :

Article 1:

D'allouer une somme de 5.000,00 EUR à l'asbl Habitat & Rénovation dans le cadre de sa demande de soutien financier pour l'organisation du 1^{er} Salon bruxellois de l'Habitat groupé/solidaire à la Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale le 21.05.2017 à verser sur le compte bancaire n°BE21-3100663203-03 de l'association ;

Article 2:

De réserver la dépense à l'article 9220/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2017.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke Eigendommen - Gemeentelijke subsidie toegekend aan verenigingen actief op de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek inzake huisvesting - Dienstjaar 2017 - vzw Habitat & Participation.

DE RAAD,

Overwegende dat de Gemeente een bedrag van 18.000,00 EUR gereserveerd heeft op de gewone begroting van het dienstjaar 2017 voor de ondersteuning van verenigingen actief op haar grondgebied inzake huisvesting;

Gelet op de subsidieaanvraag ingediend bij de Gemeente door:

- *De vzw Habitat & Participation*

Betreft: aanvraag voor financiële steun aan de vzw om het eerste Brusselse Salon van Cohousing te organiseren in het Huis van Culturen en Sociale Samenhang op 21.05.2017;

Gevraagde subsidie: 5.000,00 EUR

Analyse van de aanvraag: door de oprichting van dit salon wenst de vereniging dit innovatieve type van woonst die overeenkomt met een drievoudige Brusselse realiteit te bevorderen en ondersteunen: de demografische druk, de noodzaak om sociale banden te creëren, problemen om een geschikte woning te vinden voor een kwetsbaar publiek; Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven zijn op het artikel 9220/332/02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2017;

Gelet op artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 18.04.2017;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een bedrag van 5.000,00 EUR toe te kennen aan vzw Habitat & Participation in het kader van haar aanvraag van financiële steun om het eerste Brusselse Salon van Cohousing te organiseren in het Huis van Culturen en Sociale Samenhang op

21.05.2017 en het bedrag te storten op het rekeningnummer BE21-3100663203-03 van de vereniging ;

Artikel 2 :

De uitgave te reserveren op het artikel 9220/332/02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2017.

Deze beslissing moet overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de Toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

26.04.2017/A/0032 **Département Développement Durable et Espaces Publics**
Développement Durable - Subside pour la mise en place de la deuxième édition du festival « Résonances ».

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant que l'asbl « Collectif Résonances » met en place un festival de créations engagées sur l'actualité, que le festival a pour but de s'exprimer librement, en favorisant la créativité individuelle et l'intelligence collective et que cette deuxième édition du festival Résonances se tiendra les 29 et 30 avril 2017 à « La Vallée » (rue Adolphe Lavallée 39, à Molenbeek-Saint-Jean) ;

Considérant que l'accent sera mis sur des éléments essentiels du développement durable, à savoir la mise en place de stands de restauration en coopération avec deux organismes spécialisés dans la récupération d'invendus (« ShareFood » & « Les Gastrosophes ») et que de la vaisselle réutilisable sera utilisée, pour éviter la vaisselle jetable, le but étant de s'inscrire dans une dynamique qui lutte contre le gaspillage alimentaire ;

Vu que l'asbl « Collectif Résonances » a introduit le 24/02/2017 une demande de subside communal de 250 EUR pour soutenir le projet et que ses coordonnées sont « Collectif Résonances », A.S.B.L., n° 667.794.025, avenue Jean Volders 10, à 1060 Bruxelles, n° IBAN BE68 3630 0979 6434, représentée par sa Présidente, Mlle Julie Robert, rue Saint Georges, 19 à 1050 Bruxelles ;

Considérant que les crédits sont disponibles à l'article 8790/332/02 (intitulé « Environnement - subsides aux organismes ») du budget ordinaire 2017 ;

DECIDE :

Article 1

D'octroyer un subside d'un montant de 250 EUR à l'ASBL « Résonances » afin de soutenir la mise en place de dynamique de lutte contre le gaspillage alimentaire lors de la deuxième édition du festival « Résonances » qui se tiendra à « La Vallée », les 29 et 30 avril 2017.

Article 2

De réserver la somme de 250 EUR à l'article 8790/332/02 du budget ordinaire 2017, intitulé « Environnement - subsides aux organismes »).

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle

conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.
34 votants : 34 votes positifs.

Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte
Duurzame ontwikkeling - Subsidie voor ondersteuning van de tweede editie van het festival « Résonances ».

DE RAAD,

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien het wet van 14 november betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Overwegende dat de VZW « Collectif Résonances » een festival organiseert over actuele creaties; dat het festival als doel de vrije meningsuiting heeft door de individuele en intelligente creativiteit te promoten; dat deze tweede editie van « festival Résonances » zal plaats vinden op 29 en 30 april 2017 bij “LaVallée” (Adolphe Lavalléestraat 39, te Sint-Jans-Molenbeek) ;

Overwegende dat de nadruk gelegd wordt op de algemene elementen van de duurzame ontwikkeling, te weten het opstellen van restauratiestands, in samenwerking met twee andere instellingen gespecialiseerd in het hergebruiken van onverkochte goederen (« ShareFood » & « Les Gastrosophes »), dat er herbruikbaar bestek zal worden gebruikt om wegwerpbaar materiaal te vermijden en dat het doel is zich in te schrijven in een dynamiek tegen voedselverspilling;

Gezien de VZW « Collectif Résonances » op 24.02.2017 een aanvraag tot een gemeentelijke subsidie van 250 EUR heeft ingediend om het project te steunen; dat haar gegevens zijn: « Collectif Résonances », V.Z.W. nr. 667.794.025, Jean Volderslaan 10 te 1060 Brussel, IBAN BE68 3630 0979 6434, vertegenwoordigd door haar voorzitter, Juffrouw Julie Robert, Sint Georgisstraat, 19 te 1050 Brussel ;

Gezien de kredieten beschikbaar zijn op artikel 8790/332/02 (“Leefmilieu – subsidie aan verenigingen”) van de gewone begroting van 2017 ;

BESLUIT :

Artikel 1

Een subsidie van 250 EUR toe te kennen aan de VZW « Collectif Résonances » om hun project te steunen om voedselverspilling tegen te gaan tijdens de tweede editie van het festival « Résonances », dat zal plaats vinden in “LaVallée”, op 29 en 30 april 2017.

Artikel 2

De uitgave van 250 EUR te voorzien op artikel 8790/332/02 (“Leefmilieu – subsidie aan verenigingen”) van de gewone begroting van 2017.

Verzending van de huidige beraadslaging zal doorgegeven worden aan de voogdijoverheid in overeenstemming met de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

26.04.2017/A/0033 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Motion déposée par les partis PTB*PVDA, PS, ECOLO-GROEN, SP.A, GIC-GGB, MR-Open VLD, CDH et DEFI, pour faire respecter les droits de l'homme et le droit international dans les marchés publics.

LE CONSEIL,

Vu :

- le droit international;
- le cadre de référence des Nations Unies « protéger, respecter et réparer » et ses principes directeurs relatifs aux entreprises et aux Droits de l'Homme établis par le représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies et adoptés par le conseil des Droits de l'Homme à Genève le 16 juin 2011 ;
- les avis et verdicts des Cours internationales, dont celui de la Cour internationale de Justice du 9 juillet 2004 ;
- la directive européenne 2014/24/UE relative à la passation des marchés publics ;
- la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ; (1)
- L'Arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
- L'Ordonnance bruxelloise du 8 mai 2014 relative à l'inclusion de clauses environnementales et éthiques dans les marchés publics;

(1) La nouvelle loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics n'est pas encore en vigueur, mais prévoit dans son art. 69 3° une même exclusion facultative sur base de faute professionnelle grave, et dans son art. 70 les mesures correctrices que la loi du 15 juin 2006)

Considérant que :

- la commune attache une importance particulière au respect du droit international et des Droits de l'Homme, notamment les obligations découlant du droit international ayant un caractère *erga omnes* ;
- la Cour internationale de Justice a considéré qu'entre autres, un certain nombre de normes du droit humanitaire international et du droit des peuples à l'autodétermination crée *erga omnes* des obligations ;
- conformément le cadre de référence des Nations Unies « protéger, respecter et réparer » et ses Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux Droits de l'Homme, les gouvernements sont aussi obligés de protéger les Droits de l'Homme des éventuelles violations par les entreprises (Principe 1) et selon le Principe 6 et le commentaire joint, les marchés publics offrent une opportunité exceptionnelle aux gouvernements, dans le cadre de leurs relations commerciales, de promouvoir le respect des Droits de l'Homme par les entreprises ;
- l' Article 61, §2, 4° de l'arrêté royal 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques détermine que les pouvoirs

adjudicateurs ont la compétence d'exclure les candidats ou les soumissionnaires qui ont commis une erreur professionnelle grave ;

- conformément le cadre de référence et Principes directeurs des Nations Unies susmentionnés, les entreprises ont la responsabilité de respecter les Droits de l'Homme (principe 11) ;
- la Cour de justice de l'Union européenne (arrêt C-465/11) a jugé que « chaque comportement illégitime qui influence la crédibilité professionnelle » du candidat ou du soumissionnaire peut être considéré comme une faute professionnelle grave ;
- la commune ne souhaite pas engager de relations commerciales, comme l'exige la Cour internationale de justice, avec les entreprises qui ne respectent pas *erga omnes* ces obligations ou qui sont directement impliqués dans la violation de ces obligations ;

Le conseil communal décide d'inclure dans les règlements concernant les marchés publics les articles suivants :

Article 1 :

Un candidat ou un soumissionnaire qui, par ses activités professionnelles et/ou commerciales, contribue à des activités qui violent les Droits de l'Homme et/ou le droit international commet une faute professionnelle grave et de ce fait est exclu du marché public.

1.1 Lors de l'appréciation d'un candidat ou du soumissionnaire actif en Belgique mais qui utilise un savoir-faire, une expertise et/ou l'image construite par l'entreprise-mère, sœur ou fille à l'étranger qui opèrent selon une politique générale, sera tenu compte des pratiques des membres au sein de ce groupe d'entreprises ;

1.2 Le jugement des activités qui violent les droits de l'homme et/ou le droit international se fait sur base des verdicts des instances judiciaires et quasi-judiciaires, nationales et internationales dont les tribunaux et les cours belges, la Cour de justice de l'Union Européenne, la Cour internationale de Justice et la Cour pénale internationale.

Article 2 :

Conformément à l'article 61, §3 de l'Arrêté royal 15 juillet 2011 relatif la passation des marchés publics, le candidat ou le soumissionnaire dont il aura été considéré qu'il a commis une faute grave professionnelle peut être réhabilité si le candidat ou le soumissionnaire démontre qu'il a mis fin à la situation de faute grave professionnelle dans laquelle il était et a remédié à ses conséquences et qu'il a pris des mesures concrètes pour prévenir toute nouvelle situation de faute professionnelle grave en lien avec la violation des droits de l'homme et du droit international. Lors de l'appréciation, il est tenu compte entre autres des compensations aux victimes, de la communication publique au sujet des mesures concrètement prises, de la collaboration active à une clarification des faits et d'une cessation éventuelle des violations de Droits de l'Homme ou de la contribution active à cela.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 30 votes positifs, 2 abstentions.

2 conseillers présents n'ont pas participé au vote.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door de partijen PTB*PVDA, PS, ECOLO-GROEN, SP.A, GIC-GGB, MR-Open VLD, CDH en DEFI om dooreen openbare aanbestedingen de mensenrechten en internationale recht te doen respecteren.

DE RAAD,

Gezien :

- het internationale recht;
- het Referentiekader van de Verenigde Naties “Beschermen, respecteren en remediëren” en de Principes inzake Ondernemingen en Mensenrechten opgesteld door de Speciale Vertegenwoordiger van de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties en aangenomen door de Mensenrechtenraad in Genève op 16 juni 2011;
- de uitspraken en adviezen van internationale hoven, zoals deze van het Internationaal Hof van Justitie van 9 juli 2004;
- de Europese richtlijn 2014/24/EU **betreffende het plaatsen van overheidsopdrachten**;
- de wet van 15 juni 2006 betreffende overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten ; (1)
- het Koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren
- de Brusselse ordonnantie van 8 mei 2014 betreffende de opname van milieu- en ethische clausules in de overheidsopdrachten;

(1) De nieuwe wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten is nog niet van kracht. Maar voorziet in zijn art. 69 3° dezelfde facultatieve uitsluiting op basis van een zware beroepsfout, en in zijn art. 70 dezelfde herstellende maatregelen als de wet van 15 juni 2006)

Overwegende dat :

- de Gemeente een bijzonder belang hecht aan respect voor het internationaal recht en de internationale mensenrechten, met name de internationaalrechtelijke verplichtingen die een *erga omnes* karakter hebben;
- het Internationaal Hof van Justitie heeft geoordeeld dat, onder meer, een aantal normen van het internationaal humanitair recht en het recht van volkeren op zelfbeschikking *erga omnes* verplichtingen creëren;
- overeenkomstig het Referentiekader van de Verenigde Naties “Beschermen, respecteren en remediëren” en de Principes inzake Ondernemingen en Mensenrechten, overheden ook verplicht zijn om mensenrechten te beschermen tegen gebeurlijke inbreuken door ondernemingen (Principe 1) en dat volgens Principe 6 en de bijgevoegde commentaar overheidsopdrachten een uitzonderlijke kans bieden aan overheden om in hun commerciële betrekkingen respect voor mensenrechten door ondernemingen te bevorderen;
- Artikel 61, §2, 4° van het Koninklijk Besluit 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren bepaalt dat aanbestedende overheden de bevoegdheid hebben om kandidaten of inschrijvers uit te sluiten indien zij bij de beroepsuitoefening een ernstige fout hebben begaan;
- overeenkomstig bovenvermelde VN Referentiekader en Principes, ondernemingen de verantwoordelijkheid hebben om mensenrechten te respecteren (Principe 11);

- het Hof van Justitie van de Europese Unie (arrest C-465/11) heeft geoordeeld dat een ernstige beroepsfout “elk onrechtmatig gedrag dat invloed heeft op de professionele geloofwaardigheid” van de kandidaat of inschrijver omvat;
- de Gemeente geen commerciële relaties wenst aan te gaan, zoals vereist wordt door het Internationaal Hof van Justitie, met ondernemingen die *erga omnes* verplichtingen schenden of rechtstreeks betrokken zijn bij dergelijke schendingen;

Beslist de Gemeenteraad in de reglementen inzake openbare aanbestedingen volgende artikels toe te voegen :

Artikel 1 :

Een kandidaat of inschrijver die door zijn professionele of commerciële activiteiten bijdraagt aan activiteiten die mensenrechten en/of het internationaal recht schenden, een ernstige beroepsfout begaat en daardoor uitgesloten wordt van een openbare aanbesteding.

1.1 Bij de beoordeling van een kandidaat of inschrijver die in België actief is maar gebruik maakt van de knowhow, expertise en/of uitstraling opgebouwd door moeder-, zuster- en/of dochterbedrijven in het buitenland, die opereren onder één beleidsstrategie, rekening wordt gehouden met de gedragingen van de leden binnen die ondernemingsgroep;

1.2 De beoordeling welke activiteiten mensenrechten en/of het internationaal recht schenden, gebeurt op basis van de uitspraken van gerechtelijke en quasi-gerechtelijke, nationale en internationale instanties, waaronder de Belgische rechtbanken en hoven, het Hof van Justitie van de Europese Unie, het Internationaal Hof van Justitie en het Internationaal Strafhof.

Artikel 2 :

Conform artikel 61, §3 van het Koninklijk Besluit 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten, een kandidaat of inschrijver waarvan geoordeeld werd dat hij een ernstige beroepsfout begaan heeft, deze kan rechtzetten door aan te tonen dat de kandidaat of inschrijver alles in het werk heeft gesteld om om een einde te maken aan de ernstige beroepsfout ten gevolge van schendingen van de mensenrechten en/of het internationaal recht, dat hij de gevolgen van de fout heeft geremedieerd en concrete maatregelen heeft genomen om te voorkomen dat de ernstige beroepsfout opnieuw zou voorkomen. Bij de beoordeling wordt onder meer rekening gehouden met slachtoffervergoedingen, publieke communicatie over concreet genomen maatregelen, actieve medewerking aan een opheldering van de feiten en een eventuele beëindiging van de mensenrechtenschendingen of de actieve bijdrage daaraan.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 30 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

2 aanwezige gemeenteraadsleden hebben niet aan de stem deelgenomen.

26.04.2017/A/0034 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur De Block, conseiller communal PTB*PVDA, relative à la continuité de la cellule de prévention du radicalisme.

LE CONSEIL,

Considérant que les familles Molenbeekoises ont été particulièrement touchées par des réseaux de recruteurs;

Considérant que - selon le fonctionnaire de prévention Olivier Vanderhaeghen - l'influence potentielle des recruteurs ne serait pas encore sous contrôle;
Considérant qu'une approche multidisciplinaire est nécessaire pour une aide intégrée des familles;
Considérant qu'une économie de 1 millions d'euros a été annoncé concernant les moyens prévus pour la déradicalisation;
Considérant que le non-renouvellement des 150.000 € de subsides pour Molenbeek pourrait causer la perte de deux membres de personnel;
Considérant que la réduction de moitié de la cellule empêcherait le travail de qualité et nécessaire, et une approche multidisciplinaire;

DECIDE :

Article 1 :

Que la commune garantira la continuité du service déradicalisation, et au moins le maintien de tout son personnel;

Article 2 :

Que la commune puisera sur fonds propres les moyens nécessaires pour la continuité jusqu'à un autre financement ou une autre subside soit accordé.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretraiaat - Motie ingediend door Mijnheer De Block, gemeenteraadslid PTB*PVDA, betreffende de continuïteit van de preventiecel van de radicalisering.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

26.04.2017/A/0035 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Azaoum, conseiller communal PS, relative à au service GRH de la Commune.

Le point est reporté.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Azaoum, gemeenteraadslid PS, betreffende de dienst HRM van de Gemeente.

Het punt wordt verdaagd.

26.04.2017/A/0036 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Rekik, conseiller communal PS, relative aux inscriptions dans les écoles primaires.

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Rekik, gemeenteraadslid PS, betreffende de inschrijvingen in de gemeentescholen.

Het punt wordt van de dagorde gehaald en in schriftelijke vraag omgevormd.

26.04.2017/A/0037 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Berckmans, conseiller communal GIC, relative aux subsides communaux dans le secteur sportif.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation déposée par Monsieur Berckmans, dont le texte suit :

Lors de différentes séances de notre conseil communal plusieurs subsides ont été octroyés aux différentes organisations de sport qui sont actives dans notre commune. Au préalable j'aimerais confirmer de façon explicite que je n'ai aucun problème pour octroyer ces subsides parce que des organisations sportives contribuent, en plus de leurs activités sportives sensu stricto, aussi à la vie sociale, à la cohésion sociale, à l'apprentissage des principes du « fair play » jeunes, à leur développement motorique, etc.

Ici je pose des questions qui concernent plutôt la réglementation qui déterminent l'octroi, oui ou non, des subsides demandés par les organisations sportives.

1° Général

- a. Quelle est la réglementation actuelle pour octroyer ces subsides dans le service ordinaire ?*

Lors de votre exposé oral, pouvez-vous me transmettre, en séance, le texte, dans les deux langues, de cette réglementation ? J'ai consulté le site web de la commune mais je n'y ai pas retrouvé ces textes. Comment ça se fait que ces textes n'y sont pas publiés ?

- b. Quelle est la réglementation actuelle pour octroyer ces subsides dans le service extraordinaire ? Lors de votre exposé oral, pouvez-vous me transmettre, en séance, le texte, dans les deux langues, de cette réglementation ?*

2° Cas particulier

J'ai appris que l'organisation de foot YZ Academy a introduit, pour l'année passée, ainsi que pour cette année, une demande de subsides dans le cadre de sa participation au Tanger International Cup.

Selon les articles « De l'Académie à Tanger » et « YZ Academy de Bruxelles obtient la 4e place au Tanger International Foot Cup » publiés respectivement dans La Dernière Heure (6 avril 2017) dans le Tanja24, journal en ligne de Tanger (13 avril 2017), il y a un manque de soutien de la part des autorités politiques compétentes de Molenbeek vis-à-vis de YZ Academy qui a environ 150 membres dont la grande majorité sont des jeunes sportifs de Molenbeek. Je vous cite la partie concernée de l'article dans le Tanja 24 :

« Malgré ces bons résultats de YZ Academy, le coach Zakaria Bouteib, avant le départ à Tanger, dans un interview dans La Dernière Heure du 6 avril, faisait part de sa déception en ce qui concerne le manque de soutien de la part des autorités politiques

compétentes de la commune de Molenbeek-Saint-Jean. Pourtant la grande majorité des membres de YZ Academy sont originaires de cette commune. "On est resté deux ans à Molenbeek où l'on ne croyait pas en notre réussite. Mais malgré beaucoup de promesses, nous sommes toujours là. Aujourd'hui nous avons déménagé à Etterbeek et nous utilisons aussi des infrastructures à Ixelles." (voir : <http://www.tanja24.com/news24784.html>).

Questions qui s'adressent à M. l'échevin qui a le sport, la tutelle sur Molenbeek Sport asbl et les relations internationales dans ces compétences, ainsi qu'à Mme l'échevine qui a la jeunesse, la cohésion sociale et dialogue interculturel et la tutelle sur la L.E.S asbl (Lutte contre l'exclusion sociale) dans ses compétences :

Selon l'article cité, YZ Academy se sent abandonné par la commune de Molenbeek, ceci au niveau du soutien financier que au niveau de la disponibilité de l'infrastructure sportive de la commune ou de Molenbeek Sport asbl, plus particulièrement par un manque de mise à disposition des terrains d'entraînement, à l'extérieur et dans les hall de sport, de la commune et de Molenbeek Sport asbl, raisons pour lesquelles YZ Academy a déménagé ses activités sportives vers les communes d'Ixelles et Etterbeek ce qui est regrettable pour notre commune. Selon mes informations, des demandes de subsides ont été introduites, l'année passée et cette année, plus particulièrement dans le cadre de la participation au Tangier International Cup. Toujours selon mes informations, un des responsables de YZ Academy a eu différentes entretiens à ce propos avec les échevins et des promesses de subsides auraient été faites.

- a. *Quel est votre position et opinion quant au fait que YZ Academy a quitté la commune de Molenbeek et a déménagé ces activités sportives vers d'autres communes ? Pour la bonne compréhension : cette organisation sportive était au paravant active sous le nom « Tiki Taka asbl », avec son siège social à Molenbeek et est maintenant donc active sous le nom « YZ Academy », avec siège social à Etterbeek.*

- b. *Pourquoi une réponse positive n'a pas été donnée à la demande, par YZ Academy asbl, auparavant connu sous la dénomination « Tiki Taka asbl », d'un octroi de subside, ceci malgré différentes promesses qui ont été faites ?*

Je vous remercie pour vos réponses.

Dirk Berckmans,

Conseiller communal Groupe d'Intérêt Communal (GIC) – Gemeenteraadslid Groep Gemeentebelangen (GGB)

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans, gemeenteraadslid GGB, betreffende de gemeentelijke subsidies in de sportsector.

De Raad neemt kennis.

26.04.2017/A/0038 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Berckmans, conseiller communal GIC, relative au manque d'entretien du stade Machtens.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans,
gemeenteraadslid GGB, betreffende het gebrekkig onderhoud van het Edmond
Machtensstadion.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

26.04.2017/A/0039 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Berckmans, conseiller
communal GIC, relative aux questions sans réponse concernant les attributions
sportives et relations internationales.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Berckmans,
gemeenteraadslid GGB, betreffende de onbeantwoorde vragen over sport en
internationale relaties.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

Levée de la séance à 23:20
Opheffing van de zitting om 23:20

Le Secrétaire adjoint,
De Adjunct-secretaris,

Le Président du Conseil,
De Voorzitter van de Raad,

Gilbert Hildgen

Michel Eylenbosch